



HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE
N° 631 bis MARDI 22 OCTOBRE 1974 - 3,50 F



**DU P.S.
AU
P. des S.
QUOI DE CHANGE ?**

DANS CE NUMERO :

C. BOURDET, E. DEPREUX, R. DUMONT, B. LAMBERT, P. NAVILLE.

cris et chuchotements

N'hésitons pas à le dire. La tenue et le développement des Assises du Socialisme, ont été positifs. Certes nous ne tirons pas les mêmes conclusions que les organisateurs du forum, mais il aura eu le mérite de préciser, ce qui n'était jusqu'ici — nous disait-on — que procès d'intention.

Les Assises ont fait apparaître :

— qu'elles étaient l'aboutissement d'une discussion organisationnelle. C'est avant même leur terme, que les problèmes avaient été réglés entre organisateurs. Il n'était nullement question de partir des confrontations militantes pour évaluer ensuite ce que l'on pourrait tirer comme conclusions en termes d'organisation

— le parti socialiste élargi, sera un parti multiforme, plus difficile à manier dit Pierre Mauroy, mais dont on espère, que tout en développant son audience électorale, il pourra s'ancrer grâce aux militants syndicalistes dans le monde salarial.

— Ce parti multiforme, devra s'ouvrir tous azimuts, afin d'assurer ce qu'on appelle le rééquilibrage de la gauche. Pour y parvenir on n'a pas hésité à faire appel à une « quatrième composante », dont on avait chuchoté la présence pendant les mois de préparation, et qui est apparue publiquement aux Assises, avec les visages de MM. Marcilhacy, Pisani, Léo Hamon etc.

— Ainsi se dessinent les contours du grand parti travailliste à la française, dont nous annonçons la ~~volonté de création~~ dès le Conseil d'Orléans. Nous n'y avons pas grand mérite. Les déclarations des dirigeants socialistes tranchaient par leur netteté, avec les propos à la fois ambigus et œcuméniques, outrepassant leur mandat, de ceux qui au nom du PSU avaient participé à la préparation des Assises.

C'est une organisation social-démocrate largement ~~rénovée~~, qui tend à élargir son influence, et à occuper le maximum de terrain.

Certes l'attachement à l'Union de la gauche, plus qu'au programme commun a été largement proclamé. Tant mieux. Certes la référence au socialisme autogestionnaire a été constante. Mais le travail dans les car-

fours, a surtout révélé la différence des pratiques, et les nombreuses contradictions qui traversent les différentes composantes du PS élargi.

Cela donne la mesure de nos responsabilités. Ce n'est pas parce que d'autres jettent l'anathème sur nous, que nous procéderons de même. De nombreux militants ayant participé à la préparation des Assises à tous les niveaux ont sans doute mieux mesuré les difficultés, et compris qu'on ne les résout pas à coups de raccourcis organisationnels, ou de projets de société.

Il nous appartient de nous appuyer sur les liens qui se sont noués pendant cette période, pour développer les véritables perspectives du socialisme autogestionnaire, et du PSU, qui apparaît de nouveau comme son principal support.

Cela veut dire, que loin de nous laisser impressionner par les cris à la tribune des uns, et les chuchotements dans les couloirs des autres, il nous faut développer audacieusement notre intervention, et expliquer inlassablement notre politique.

D'aucuns rêvent, nous le savons, de dresser autour de nous des barbelés, pour nous enfermer dans un ghetto, et nous marginaliser. Leur tentative sera vaine.

Les réactions qui se manifestent au sein et en dehors du parti, les adhésions que nous enregistrons ces jours-ci, montrent que malgré le rideau de fumée dont on a entouré les débats du Conseil National d'Orléans, notre position a été comprise. Mais il nous faut faire plus, beaucoup plus, pour que le poids de notre intervention, consolide une unité populaire que l'on sent bien fragile, et permette à tous ceux qui se réclament du socialisme autogestionnaire et de la stratégie du contrôle, de se rassembler et d'agir en commun.

Préparer le Congrès de décembre, c'est assurément créer les conditions d'un débat approfondi sur nos orientations politiques, mais c'est tout autant intervenir sans tarder dans le champ politique comme dans les luttes sociales, en nous inspirant de nos décisions de Toulouse et du Conseil de Paris.

Christian GUERCHE

un appel d'Edouard Depreux

Au nom de quatorze années de fidélité (sept ans comme actif, autant comme honoraire) à la vie mouvementée du PSU, me permettra-t-on de lancer un appel que je voudrais pressant à tous — je dis bien : à tous — les camarades.

Je souhaiterais que bon nombre d'entre vous aient lu la Tribune libre de Claude Bourdet dans *Le Monde* si empreinte de réalisme.

Je ne me laisse pas séduire par je ne sais quel fétichisme du sigle et je renoncerais aux trois lettres PSU malgré l'attachement que j'éprouve pour elles, si cela était nécessaire.

D'autre part, je n'ai jamais écrit ou dit que je ne me rallierais jamais à telle ou telle formation ; j'ai assez d'expérience politique pour savoir qu'il faut s'abstenir de tels paris.

Mais j'ai dit, et je répète avec force que, dans les circonstances actuelles, je n'entends pas adhérer à un autre parti politique, tout en éprouvant des sympathies pour certains de ses membres que j'aurais souhaité voir chez nous.

Il est trop évident que nous devons avoir l'ambition de dépasser les frontières actuelles du PSU.

Ce qui m'importe, c'est le développement du socialisme autogestionnaire dont nous devons l'exemple à l'intérieur de nos propres rangs, dans l'unité populaire.

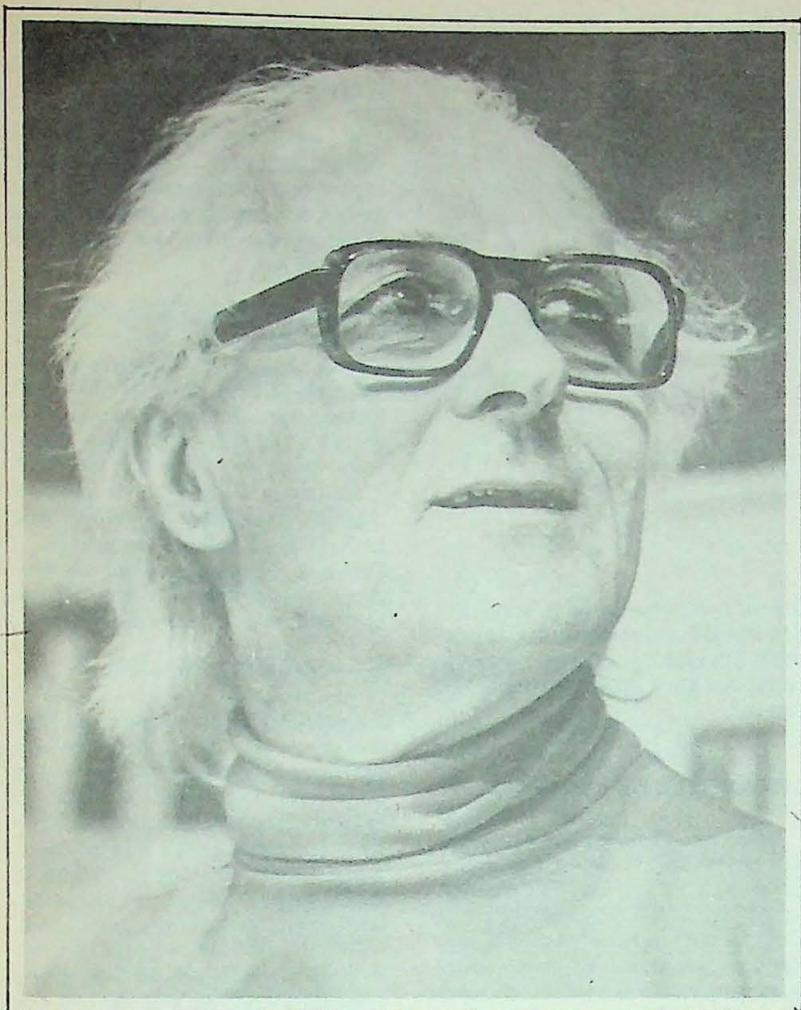
Je n'ai pas dissimulé mes inquiétudes malgré la réserve que je me suis imposée et qu'on a parfois trouvée excessive, dès les semaines qui ont précédé le Conseil national, au sujet de la crainte de voir le PSU coupé en deux et par conséquent condamné à la quasi impuissance.

C'est parce que le PSU est encore indispensable aujourd'hui pour le courant autogestionnaire et l'unité populaire que je vous demande affectueusement mais fermement de rejoindre ses rangs si vous ne l'avez pas encore fait, et de provoquer de nouvelles adhésions.

Edouard DEPREUX
Secrétaire national honoraire du PSU

A NOS LECTEURS. L'ancienne équipe technique de TS, ayant quitté brusquement son poste, a mis le journal en difficulté. Ce numéro sort en retard. Le prochain paraîtra le 1er novembre. Nous tenons ici à remercier les camarades de Politique-Hebdo qui nous ont prêté une aide amicale nous permettant de parer au plus pressé. Nous prenons toutes dispositions pour que TS devienne un journal clair, combatif, attentif à vos préoccupations. Une rude bataille. Nous la gagnerons avec vous.

C.G.



quand le feu est à la maison, la grange peut attendre

René Dumont « agronome de la faim », tel qu'il se décrit lui-même dans un livre qui paraîtra sous peu, est aussi un socialiste depuis 1929, ce qui n'est pas rare et un anti-colonialiste depuis la même date, ce qui l'est beaucoup plus. Mettant son métier en accord avec ses convictions, il sillonne le monde depuis cette date pour tenter d'étudier avec les populations les plus faméliques du globe solutions et remèdes. Signataire du Manifeste des 121, le risque et l'action politique ne lui font pas peur. Ainsi, il se présente, à la demande de mouvements écologiques aux dernières élections présidentielles et obtient 330 000 suffrages, soit 1,3 % des exprimés ; au deuxième tour, il engage ses électeurs à voter Mitterrand, signe l'appel pour les Assises, puis reste depuis à peu près silencieux. Après avoir évoqué sa campagne « pédagogique » et les problèmes du mouvement écologique, il a bien voulu répondre à nos questions sur les enjeux actuels.

● JACQUES THIBAUT. Tu as signé l'appel initial des Assises du socialisme (dans la 3e composante) — ce qui a surpris pas mal d'écologistes d'une part, de socialistes autogestionnaires d'autre part — quel en est le bilan, de ton point de vue ?

● RENE DUMONT. Il faut être un peu sérieux : au départ, l'Appel aux Assises, c'était essentiellement la perspective de rassembler les hommes et surtout les idées socialistes et autogestionnaires et on a abouti à quoi ? A un projet de société, auquel je n'ai pas collaboré, que je n'ai pas le droit d'amender et avec lequel j'ai des désaccords graves, et, enfin, à un regroupement organisationnel, dans lequel il y a des Mollet et des Lacoste, que j'ai combattus toute ma vie. Aux Assises, je n'ai pu intervenir que dans le

carrefour « consommation » et ce que j'ai pu dire n'a guère plu aux gens qui étaient là.

● J.T. - Que reproches-tu au projet de société ?

● R.D. - Très rapidement et j'ai l'intention de m'en expliquer publiquement :

1. Insuffisance sur le pillage du tiers-monde.

2. Rien sur la nécessité de réduire la consommation de la moitié la plus riche de la population française.

3. Insuffisance sur le gaspillage.

4. Aucune référence à l'expérience chinoise que l'on peut discuter sur certains aspects, mais que je n'admets pas qu'on élimine d'un trait de plume.

Bref, et pour en revenir au sujet principal de nos préoccupations actuelles, certains des participants se moquent totalement de la famine qui a déjà fait 300 000 morts cette année, qui en fera plus l'an prochain et encore plus l'année d'après.

● J.T. - N'est-ce pas un peu catastrophique comme vision et n'y a-t-il que ces problèmes dans le monde ? A quel titre veux-tu que ça intéresse les « politiques » ?

● R.D. - Catastrophiste ? C'est comme ça que m'a appelé Chevenement au récent débat de l'ISER. Je lui ai alors cité les chiffres des morts présents et à venir. Il a répondu... Bah ! Après tout, la peste noire a fait un million de morts, alors ! J'ai quitté la salle. Je ne sais que trop qu'il y a d'autres « problèmes dans le monde » comme tu dis, mais il y a un proverbe chez nous qui dit « quand le feu est à la maison, la grange peut attendre » — surtout que c'est un problème hautement politique. D'abord parce que la raison de fait de la crise alimentaire est la pratique néo-colonialiste des pays développés, y compris l'URSS. Fondamentalement l'exportation de notre mode de développement est la cause directe de la misère du tiers-monde.

● J.T. - Par exemple...

● R.D. - Prends le Togo dont les trois produits exportés sont le cacao, le café, le coton ; l'office d'Etat (bâti sur le modèle de l'Office du blé « conquête de 36 ») prend 60 % du prix de vente. Conséquence directe : les paysans ne peuvent pas développer leur technique agricole, faute de capacité à investir. Ces trois cultures évacuent peu à peu les cultures de subsistances. Il est alors nécessaire d'importer des produits alimentaires alors que la plupart du produit social est utilisé par une bourgeoisie parasitaire qui gaspille les richesses du paysan nous achetant les produits de notre modèle de société. Ainsi, nous pillons de trois façons :

● en achetant des produits à des prix fixés par nos agents (la bourgeoisie « nationale » ;

● en vendant nos produits agricoles au prix fort ;

● en récupérant les plus-values dégagées par la vente de biens de consommation — et voilà pourquoi le tiers de l'Afrique est à la limite de la famine.

● J.T. - Mais ce n'est jusqu'à présent que du brigandage traditionnel...

● R.D. - Non, parce qu'en procédant ainsi, nous empêchons, y compris à travers notre « aide » financière et matérielle, le développement de ces sociétés par la seule voie possible qui est l'autogestion, c'est-à-dire la prise en charge des gens par eux-mêmes, tentative faite par la Chine, par exemple.

● J.T. - Suppression de l'aide, alors ?

● R.D. - La seule aide valable serait la justice dans le prix des matières premières, ce qui n'est possi-

ble que si nous changeons de société, de type de production et de consommation.

● J.T. - J'en déduis que la possibilité du développement autogestionnaire là-bas dépend d'une société socialiste autogestionnaire en Occident. Que penses-tu de la « crise de l'énergie » ?

● R.D. - L'énergie, le pétrole plus exactement, est devenue une arme stratégique dans la confrontation des blocs et des pays, mais l'arme de première grandeur qui dominera la fin du siècle, ce sont les céréales et les produits alimentaires. Déjà, cette année, il ne restait en juin que 27 jours de stock de blé à l'échelle mondiale, les USA viennent de refuser de vendre à l'URSS les céréales demandées, bien qu'ils aient remis en culture la quasi totalité des terres arables. L'Inde sera certainement en déficit, car la « révolution verte » a buté sur l'absence de révolution tout court : les petits fermiers n'ont aucun intérêt à produire plus, vampirisés qu'ils sont par l'Etat, les usuriers et les propriétaires, les ouvriers agricoles travailleraient bien, mais ils n'ont pas de terre... C'est cette situation que j'ai l'intention de dénoncer à la conférence de la FAO à Rome en novembre prochain.

● J.T. - Mais, si l'on est d'accord avec l'ensemble de ce que tu dis, comment expliquer qu'à Bucarest la majorité des pays du tiers-monde, même les « progressistes » comme l'Algérie sans parler de la Chine, aient refusé le débat sur la surpopulation ?

● R.D. - L'Algérie est partie de deux considérations assez erronées : la première est une indifférence sexiste aux problèmes des femmes, la seconde est de ne pas voir qu'en 1985 quelles que soient les ressources tirées du pétrole, l'ensemble du tiers-monde risque d'avoir à importer 17 à 20 milliards de dollars, peut-être plus, rien que pour survivre, c'est dire que notre combat n'est pas terminé. Prochaine étape, Rome, mais nous en reparlerons bientôt.

Propos recueillis par J. THIBAUT

TEP

direction guy rolant

Ubu
à l'Opéra

mise en scène : Georges Wilson
dans la grande salle
du 11 oct. au 17 nov.

Brocabrie

au petit TEP
du 1er octobre au 31 décembre

17 rue Malte-Brun Paris 20 e
M° Gambetta tél. 636 79 09

ALPES MARITIMES :

unité d'action pour l'emploi

Il est inutile d'insister sur la gravité du problème de l'emploi dans notre région. Sans doute, toutes les régions sont-elles touchées. Giscard et son gouvernement entendent faire face à la crise en restructurant les entreprises françaises, c'est-à-dire en éliminant les petites entreprises au profit des grosses, plus capables de s'assurer un profit et en accentuant le processus de concentration capitaliste. Cela entraîne un chômage inévitable et accepté. Non seulement accepté, mais voulu : quand les travailleurs craignent de perdre leur emploi, ils osent moins facilement se mettre en grève.

Cette situation est d'autant plus grave pour notre département en voie de désindustrialisation, où les deux-tiers des travailleurs sont employés dans de petites entreprises : et la riposte est d'autant plus difficile que les travailleurs de ces entreprises sont médiocrement syndiqués. Dans ces conditions difficiles, les travailleurs des entreprises en liquidation n'ont généralement pu engager la lutte qu'une fois l'entreprise en faillite, ou pratiquement en faillite. Leurs moyens d'action sont réduits, et ils se contentent le plus souvent d'exiger le respect des conditions légales de licenciement (améliorées depuis la lutte des travailleurs de Lip).

COMMENT AGIR ?

Des pétitions, des délégations auprès des pouvoirs publics, des parlementaires ou des préfets ? Notre parti y a déjà participé, mais il en a mesuré le caractère dérisoire. Aller se plaindre auprès du gouvernement du grand capital de ce que sa

politique est néfaste pour les travailleurs, ce n'est pas seulement perdre son temps en pleurnicheries inutiles. C'est obscurcir auprès des travailleurs cette vérité élémentaire : ils n'obtiendront que ce qu'ils arracheront par leurs actions propres.

Les actions partielles comme des manifestations, des débrayages d'une heure ou d'une journée, ne peuvent pas changer le rapport des forces. Elles n'ont de sens que comme démonstrations pour préparer des actions qui changent le rapport de forces. Il faut aller plus loin. C'est ce qu'ont fait les travailleurs de chez Rateau, ou encore ceux de chez Lip qui ont mis la main sur la comptabilité et les documents de la direction, contrôlé les stocks et pu remettre l'entreprise en marche pour payer leurs salaires.

La tâche n'est pas simple. Les indemnités versées maintenant par l'Etat visent à démobiliser les travailleurs, les incitent à chercher des solutions individuelles, les détournent de l'action collective pour le maintien de l'outil de travail. C'est finalement ce qui a neutralisé, par exemple, dans notre région, les travailleurs de chez Desgranges, Faye et Masico. Mais de dures luttes montrent qu'une autre voie est possible (« France », Coder, SNIAS, Annonay). Elles ne peuvent l'emporter que si elles peuvent compter, comme Lip, sur une puissante solidarité des travailleurs et des couches populaires.

C'est pourquoi, pour nous, il est essentiel que les travailleurs de la région échangent leurs expériences, réfléchissent ensemble aux moyens

d'action et organisent la solidarité des travailleurs et de toutes les couches populaires avec la lutte de ceux qui sont menacés dans leur emploi.

LES ASSISES DE L'EMPLOI

Telle est aussi l'idée exprimée par l'UD-CFDT. Dans une lettre adressée à la CGT, à la FEN, au PS, au MRG, au PCF et au PSU, la CFDT écrit : « Nous faisons la proposition suivante : les 7 organisations pourraient organiser en commun, pour la fin octobre, les « Assises départementales de l'emploi ». Ces assises, préparées par des initiatives diverses dans les entreprises, sont destinées à recevoir une assez large participation, non seulement des travailleurs des Alpes-Maritimes, mais également de toutes les organisations qui agissent, d'une manière ou d'une autre sur ce problème.

Une telle manifestation permettrait d'envisager tous les aspects de l'emploi : fermeture d'entreprise, licenciements collectifs, chômage partiel, travail temporaire, auxiliaire, pression sur les salaires, et les conditions de travail, ainsi que les aspects particuliers aux jeunes et au personnel féminin.

Nous avons, comme d'autres, constaté que les actions sur l'emploi, et particulièrement dans notre département, ont souvent un caractère défensif. Nous sommes convaincus que ces Assises, bien préparées dans les entreprises et les professions, permettraient de passer à l'offensive, en analysant pro-

fondément la situation faite aux travailleurs, ainsi que les échanges d'expériences.

De plus, le caractère même des débats unitaires, compléterait de façon non négligeable le premier aspect et développerait la solidarité si nécessaire dans les luttes sur l'emploi ».

Dans les réunions unitaires, le PS, le PSU et la FEN (dont plusieurs syndicats manifestaient contre la mise au chômage des auxiliaires) ont soutenu la proposition de la CFDT. Ils ont proposé d'inscrire dans ce cadre une semaine d'action sur l'emploi et le pouvoir d'achat, concédant seulement que les UD des syndicats pourraient, à l'issue de la semaine d'action, étudier l'opportunité d'une « assemblée générale des travailleurs ».

LA SEMAINE D'ACTION

Cette semaine d'action aura donc lieu du 14 au 18 octobre. Nous y participerons avec tous les moyens dont nous disposons. A condition qu'elle n'engule pas les travailleurs dans des démarches à la préfecture, mais qu'elle montre au contraire qu'ils ne peuvent compter que sur leur propre action.

Mais la situation est trop grave pour qu'on puisse s'en tenir à des démonstrations quelque peu routinières. Il ne faut pas opposer l'action et la réflexion collectives. L'unité d'action ne doit pas être l'affaire des seuls états-majors. C'est l'affaire de tous les travailleurs. Les syndicats et les partis doivent y aider, en apportant leurs propres analyses, mais ne pas craindre la réflexion collective, même si elle manifeste des divergences. C'est pourquoi nous soutiendrons toutes les initiatives qui iront dans le sens d'une réflexion collective des militants ouvriers et des travailleurs. C'est la condition d'une action plus large, plus offensive, plus solidaire.

(Le Poing — organe mensuel de la fédération PSU des Alpes-Maritimes)

P.S. Nous nous félicitons que l'appel des syndicats ne fasse aucune mention de délégations auprès des pouvoirs publics, de même que de l'appel des partis à soutenir « les initiatives des travailleurs » et un rassemblement le 18 place St-François à Nice.

rencontre C.E.R.E.S. P.S.U. dans les Alpes Maritimes

Une rencontre réunira à Grasse, les 19 et 20 octobre, les militants

PSU et CERES ainsi que des militants syndicalistes. La discussion portera sur les problèmes de la transition au socialisme et ce qu'ils impliquent dans les luttes actuelles. La fédération PSU écrit, dans le texte soumis à la discussion : « Les militants du CERES croient pouvoir transformer le PS. Nous ne le croyons pas. L'avenir dira qui a raison. Mais dès maintenant, nous pouvons coordonner notre action avec le CERES et les organisations du PS qui ont les mêmes objectifs. C'est ce que nous avons commencé à faire lors de la discussion des Assises de l'emploi pour faire progresser l'unité d'action des appareils à la base, du niveau électoral au niveau des luttes, du niveau des protestations communes au niveau de l'action en commun... »

Il reste bien des possibilités d'actions en commun sur l'armée, sur la situation des immigrés, sur la défense des droits de la femme, etc.

Portes ouvertes à Carpiane

Dimanche 22 septembre, l'armée procédait à une opération « portes ouvertes » du camp militaire de Car-

piane (Bouches du Rhône). C'est là qu'un chasseur du 22e BCA de Nice, Fournel, attend de comparaître devant les Tribunaux militaires. On lui reproche d'avoir appelé ses camarades à manifester leur solidarité avec ceux des leurs qui étaient « au trou » pour avoir signé l'appel des Cent ou hissé le drapeau rouge. Profitant... de ce que la porte était ouverte, une centaine de militants du PSU, de l'AMR et d'autres mouvements ont distribué aux soldats et aux visiteurs un appel à la solidarité pour Fournel et les victimes de la répression à Draguignan et à Nice. Accueil excellent des soldats. Mais violente intervention de la sécurité militaire et des officiers, frappant et incarcérant des dizaines de camarades... et un témoin, maire-adjoint PSU.

Corresp. ■

paysans-travailleurs : face à la crise du monde capitaliste

à propos des assises
Paysans-travailleurs
des 19 et 20 octobre :
une interview
de Bernard Lambert

● T S — Après les mouvements de révolte qui se sont multipliés au cours de l'été sur des perspectives et avec des formes de luttes très différentes, et parfois même ambiguës, quel type d'analyse les paysans-travailleurs font-ils de cette période ?

● Bernard Lambert — La période me paraît caractérisée par la retombée directe sur l'agriculture de la crise actuelle du capitalisme occidental. Il a besoin pour maintenir le taux de profit de tout faire pour diminuer les revendications des paysans. Cette période n'est pas récente ; elle date de trois à quatre ans. Le capitalisme occidental a préparé les moyens pour contenir les prix alimentaires et notamment la viande :

— en réduisant considérablement les productions animales dans les pays colonisés, notamment l'Amérique du Sud, en imposant le rationnement de la consommation de viande en Argentine, depuis trois ans (trois semaines par mois).

— dans le même temps, les productions de viande destinées à l'exportation ont été augmentées.

A l'heure actuelle, on a rempli les frigos de viande pour peser sur les marchés du monde occidental. L'impérialisme exploite les pays sous-développés, pour mieux exploiter les travailleurs en Europe Occidentale.

D'autre part, on a encouragé très vivement en Europe les paysans à faire de la viande (primes par vache pour la conversion de lait en viande) — ce qui prouve une fois de plus que le problème paysan n'est pas seulement national mais international et lié à celui de l'impérialisme. Ceci a provoqué une crise fantastique qui a touché toutes les catégories d'agriculteurs producteurs de viande, mais de manière différente.

D'abord, chez les agriculteurs les moins organisés : ceux-ci produisent par leurs propres moyens et vendent leurs marchandises au marché, ou à des petits commerçants dans leur exploitation même. Ces paysans ne posent pas leur révolte en termes de lutte de classe parce qu'ils ne voient pas directement le rapport d'exploitation. Ils ne se voient pas d'ennemis. Personne ne vient organiser leur travail quotidien.

Une deuxième catégorie de producteurs est touchée : les plus prolétarisés : ceux qui font de la production intégrée sous contrat, c'est-à-dire qui ont un « patron » (grande firme agro-alimentaire) qui leur fournit le matériel, les aliments, etc. et dont le contrat leur permet tout juste de renouveler leur force de travail, sans plus. Ces produc-

teurs intégrés ont subi la crise avec un certain temps de retard. Maintenant, les contrats commencent à être dénoncés et les agriculteurs sont payés à des prix se rapprochant de plus en plus de ceux du marché.

Cette catégorie commence à subir de plein fouet la crise qui, à mon avis, ne doit pas s'arrêter avant deux ou trois ans, comme la crise du capitalisme occidental.

Du point de vue des actions, je voudrais insister sur celles menées par les paysans-travailleurs face aux entreprises qui les exploitent. Exemple en Charentes-Poitou : les paysans se rendent dans l'une des propriétés (1000 ha) sur laquelle Fleury-Michon élève des bovins. Les paysans-travailleurs menant cette action, pourtant pas plus spectaculaire que d'autres, se sont directement heurtés à la police d'Etat — les flics contre les paysans — les flics au service des possédants. Je veux également signaler la saisie de véhicules transportant des viandes d'importation et la confiscation de ces viandes distribuées (notamment en Loire-Atlantique), plusieurs tonnes chaque fois, à des ouvriers en grève ou licenciés — manifestations marquant la solidarité entre paysans et ouvriers. Les patrons, pour diviser, disaient aux ouvriers : c'est du vol — et cela risque d'entraîner du chômage. Cependant, contrairement à ce qui s'est passé pour la grève du lait, il n'y a pas eu globalement un mouvement d'action directe, face à l'entreprise. On n'en est qu'au début.

● T S — Au cours des précédentes années, une convergence s'est dessinée entre les luttes paysannes et ouvrières ; as-tu le sentiment que cette convergence s'est renforcée et comment en tout cas y contribuer ?

● B.L. — Il faut que les paysans, massivement et collectivement, se mettent à l'action avec les ouvriers concernés : ceux travaillant dans les industries agro-alimentaires. La convergence entre luttes paysannes et ouvrières reste notre axe stratégique fondamental. L'action ne peut prendre ses véritables dimensions que dans la liaison avec les ouvriers qui sont dans les entre-

prises agro-alimentaires. Des actions de ce type se préparent, face à la politique du pouvoir. Les propositions gouvernementales sur les prix européens, à propos du prétendu malentendu franco-allemand sur l'Europe verte ne sont qu'une vaste farce, qui ne profitera qu'aux gros céréaliers, aux gros producteurs qui ont des prix garantis.

● T S — A la veille des journées nationales des paysans-travailleurs, peux-tu nous définir les objectifs et les perspectives de l'organisation ?

● B.L. — Le mouvement des paysans-travailleurs est né autour des années 70/71 — il est apparu officiellement dans le pays en 1973 en raison de deux événements : la création du syndicat « paysans-travailleurs » dans les départements de Charentes-Poitou — l'action collective des « paysans-travailleurs » à travers des manifestations et la marche sur le Larzac.

Cela a permis de découvrir qu'il y avait un mouvement paysan, capable de mener une lutte posant le problème de la place de l'armée dans la nation, celui des rapports avec la jeunesse, le problème de la domination qui pèse sur des régions comme l'Occitanie, etc. En définitive, un mouvement sortant du corporatisme paysan et n'hésitant pas à faire appel à toutes les couches sociales et à marquer d'entrée de jeu la solidarité entre paysans-ouvriers dans la lutte.

Ce mouvement est très jeune ; il est né parce que des paysans se sont rendu compte que le « capitalisme avait pris sur eux » et en faisaient des travailleurs soumis à l'exploitation comme ceux du monde ouvrier.

Ce mouvement est marqué par sa prolétarianisation, mais aussi par les conditions qui se posent à la classe ouvrière dans son ensemble. Il a eu au point de départ, beaucoup de mal à naître, parce qu'il répugnait à se donner des moyens organisationnels, pouvant conduire à l'apparition d'une nouvelle bureaucratie syndicale, à l'emprise aussi des leaders capables de manipuler les gens.

Ce mouvement doit se donner peu à peu les moyens de son combat collectif.

Bien sûr, il ne néglige pas de se servir des outils théoriques qui ont été forgés au cours de l'histoire par la classe ouvrière pour être plus efficace dans la lutte contre le capital — action directe face au capitalisme agro-alimentaire, face à la bourgeoisie ; action commune paysans-ouvriers dans toutes nos manifestations ; lutte pour la distribution du sol et contre le droit de propriété, pour que le sol soit distribué en fonction des professions.

En plus, le mouvement cherchera à se doter d'institutions ayant des caractéristiques nouvelles. Il n'y a pas dans le mouvement de structures classiques. A l'échelon de base, les cantons en général, les équipes paysans-travailleurs constituent des cellules d'action et d'animation avec tous ceux qui sont présents ; pas de secrétaire, président, adjoint, etc. Un collectif. A l'échelon des départements, régions, national, il peut y avoir des permanents — ce sont des futurs paysans qui diffèrent leur installation de quelques années, mais qui ne sont pas des permanents professionnels. Il y a aussi une délégation de chacun des collectifs de base qui envoient des représentants pour une durée limitée. Cette délégation est révocable à tout moment.

Les Assises ont cherché à définir dans ces groupes de nouvelles formes de démocratie. Notre recherche pour sortir des formes de la démocratie bourgeoise peut intéresser toute les organisations ouvrières.



une critique fondamentale d'Althusser

Intéressante, cette contribution d'Althusser à la « Tribune de discussion » pour le 21^e Congrès extraordinaire du PCF. Intéressante, parce que derrière les formules marchaisiennes, « changement démocratique », « réformes démocratiques », « union du peuple de France », etc., le philosophe communiste cherche un contenu de lutte de classe. Ce contenu, il faut bien le dire, il ne réussit pas à le trouver. Aussi attribue-t-il cette absence — malicieusement — à un défaut de clarté. « Comme le XX^e Congrès mettait l'accent sur « l'union populaire », la résolution pour le XXI^e Congrès met l'accent sur « l'union du peuple de France ». Mais d'abord, pourquoi cette notion supplémentaire ? Est-ce qu'elle ne fait pas double emploi avec l'alliance élargie ? La Résolution n'est pas claire sur ce point très important. Et de proposer son interprétation : la différence est-elle celle qui existe entre l'union conclue entre les organisations et l'union qui se forge dans les masses ?

Ainsi, l'union populaire se limitait à des accords de sommet et n'avait pas son répondant dans l'action des masses.

Quant à « l'union du peuple de France », il faut, demande Althusser, la distinguer clairement de l'alliance entre organisations « pour ne pas donner au terme « majoritaire » un sens purement électoral ». Althusser estime que cette union ne peut se réaliser qu'à la base, autour de la classe ouvrière, dans la protestation et la lutte. Nous en sommes entièrement d'accord. Mais Althusser ne peut croire sérieusement qu'il décrit la politique de son parti. Il est trop lucide pour ne pas voir que derrière « l'union du peuple de France » la direction du PC met tout autre chose et, notamment, la défense des PME, les clins d'œil aux orthodoxes du gaullisme. L'alliance majoritaire dont il s'agit est bien prioritairement à visée électorale et gouvernementale.

Althusser dit d'excellentes cho-

ses sur la nécessité de conquérir la base de masse de la classe bourgeoise, qui en tient les différents éléments par des liens qui ne sont pas seulement idéologiques, mais aussi matériels. Mais que fait le PC dans sa politique à l'égard de la paysannerie et des classes moyennes en général, dans ses concessions à l'idéologie dominante, sur la propriété, la hiérarchie, l'ordre, etc., sinon maintenir ces liens idéologiques et matériels ? Ce faisant, le PC, comme le PS d'ailleurs, espèrent rassurer, attirer à eux cette base de masse. Mais l'attraction de la bourgeoisie reste la plus forte et ils ne peuvent franchir le « butoir » électoral. Et même, s'ils le franchissent dans ces conditions d'alliance antimonopoliste, comment pourraient-ils demain rompre les liens qui attachent ces éléments à la bourgeoisie ?

En dépit des déclarations formelles de Georges Marchais et de la « Résolution », Althusser s'obstine à établir une liaison entre la politi-

que actuelle du PC et la démarche consistant à « faire mûrir » une « situation révolutionnaire », à préparer la révolution, « qu'elle soit pacifique ou non ». Vœu pieu ou subtile ironie ?

Mais, en conclusion, voici un passage dépourvu d'ambiguïté : « Ces dernières années, des militants du Parti ont dû prendre le train en marche quand ils ne restaient pas sur le quai. Pourquoi ? Parce qu'ils n'avaient pas compris à temps ce qui se passait dans les masses, n'avaient pas été assez attentifs à leurs besoins et réactions, parce qu'ils ne les avaient pas minutieusement analysées pour leur donner forme en proposant des actions unitaires justes ».

Mais pourquoi s'en prendre aux militants ? Il n'ont fait qu'appliquer de leur mieux une orientation venue d'en haut et c'est en réalité de cette orientation qu'Althusser présente une critique fondamentale.

Victor LEDUC ■

le PCF confirmera sa politique néo-réformiste

En passant de la campagne des « portes ouvertes » à celle de la quinzaine « à cœur ouvert » en allumant les « pleins phares » sur son 21^e Congrès, qui se tiendra du 24 au 27 octobre à Vitry-sur-Seine, le P.C.F. inaugure un nouveau style de propagande et de relations publiques.

Déjà, MM. Harris et Sedouy ont voyagé à l'intérieur du parti, non pour y adhérer, mais pour décrire la vie et le fonctionnement de ce grand parti ouvrier qui, jusqu'à ce temps dernier, se dérobait jalousement au regard des non-initiés et qui ne leur a refusé l'accès qu'à ses « sanctuaires », le Comité central et le Bureau politique.

DES STRUCTURES INTANGIBLES

A la question « le parti communiste a-t-il changé », Georges Marchais a ré-

pondu à la télévision : « oui, il change, il a-toujours changé ». Sa réponse est exacte mais ambiguë. Le P.C.F. s'est toujours adapté aux circonstances, parfois même par tournants brusques et violents. D'une politique sectaire, il a su passer à une politique d'ouverture, vers les masses. A-t-il pour autant modifié ses structures et son mode de fonctionnement ? A-t-il, en un mot, accordé à la démocratie interne une plus grande place qu'au centralisme rigoureux qu'il a imposé à ses adhérents ?

Ce 21^e Congrès extraordinaire sera-t-il marqué par un tournant politique ? Il ne le semble pas. Le projet de résolution (« L'Humanité » du 11 septembre 1974) qui, d'après le débat engagé, ne sera modifié que sur quelques détails, confirme et accentue la tendance actuelle et engage le parti dans la politique d'une large alliance anti-monopoliste, dépassant de loin le front unique ou-

un tournant peu prévisible

vrier. Le projet de résolution fait appel à « l'union du peuple de France pour le changement démocratique... à la seule exception de la poignée de féodaux des grandes affaires ». Il n'hésite pas à rechercher l'alliance avec les petits et moyens entrepreneurs, avec les P.M.E. auxquelles il promet « des conditions d'activité plus stables et plus favorables ». Il proclame que « la propriété privée et l'épargne seront garanties ».

Sur le plan politique, il prône « le rapprochement avec les démocrates et patriotes gaullistes », sans discrimination

Il promet que « dans tous les cas, le verdict exprimé par le suffrage universel, direct et secret, sera respecté ». Il propose au peuple « une expérience nouvelle, précise, limitée. Il est déterminé à « tout faire pour unir dans un rassemblement largement majoritaire... tous ceux qui veulent des réformes démocratiques ». Il leur offre « une politique au service de l'homme » !

Quant au parti communiste lui-même, s'il se place « à l'avant-garde du combat ouvrier, populaire, national... il n'est animé d'aucune volonté dominatrice, d'aucun esprit exclusif ». Il « est ouvert sans restriction à tous ceux qui veulent prendre une part du combat pour le changement démocratique ». Il veut « développer la vie démocratique de ses organisations... il a besoin, plus que jamais, de la réflexion, des idées, du sens critique et créateur, de l'esprit

d'initiative... ». Mais il n'envisage ni n'admet aucune modification de ses structures internes. « Le centralisme démocratique, affirme-t-il, c'est cela ».

C'est seulement à la fin du projet de résolution que dans une brève et vague allusion à « une perspective plus large » le parti « se donne pour but la suppression du capitalisme et de ses tares, un changement de société... Cette société nouvelle devra nécessairement s'inspirer des principes généraux du socialisme, de l'expérience acquise, des traditions et des conditions françaises ».

le terme peuple de France

A maintes reprises, à chaque occasion, sur tous les tons, le projet, les commentaires, les articles de discussion répètent à satiété qu'il ne s'agit en aucun cas de lutter pour le socialisme, ni même d'en populariser l'idée ; il n'est question d'un changement démocratique auquel est convié le peuple de France tout entier, y compris les capitalistes moyens, à la seule exception d'une poignée de nouveaux féodaux.

Comment concilier les intérêts des ouvriers et des patrons des petites et moyennes entreprises, le texte ne l'explique pas. Ne faut-il pas freiner les actions revendicatives des travailleurs dans les entreprises menacées par la concentration capitaliste ? Ne faut-il pas, au contraire, s'orienter vers le contrôle de la gestion, la coopération ou à d'autres formes de prise en charge des entreprises capitalistes, afin de défendre en priorité le droit au travail, contre l'impitoyable loi du profit ?

le socialisme repoussoir ?

L'appel aux gaullistes, s'il s'adresse à des ouvriers égarés, se justifie, à condition qu'on ne sème pas, à cette occasion, le trouble, ne favorise pas les traditions bonapartistes, autoritaires et chauvines, ne ralentisse pas le processus de désaffection à l'égard d'un mouvement d'essence révolutionnaire, malgré sa démagogie prétendument anti-capitaliste. Toute atténuation des antagonismes sociaux, toute tolérance du mythe de la nation comme valeur suprême ne peut que détourner les ouvriers gaullistes de la lutte des classes, en faire la proie des politiciens bourgeois.

Remarquons à ce propos que le terme « peuple de France » n'a rien de commun avec l'analyse marxiste, qu'il jette la confusion dans les esprits, qu'il englobe, sous le même vocable, les exploités et les exploités, les salariés et les patrons. Dans un pays où la majorité de la population active est composée de salariés, comme c'est le cas en France, il est totalement anachronique et inadéquat.

Que dire alors de l'engagement de garantir le maintien de la propriété privée et de l'épargne, sans préciser leur origine et leur limite ? Que dire de l'engagement de respecter, dans tous les cas, le suffrage universel, limitant ainsi la possibilité d'accéder au pouvoir à la seule voie légale ? Réformiste dans ses objectifs, électoraliste dans ses moyens, le P.C. français renonce à toute forme d'action dépassant le cadre de la légalité bourgeoise ; il s'interdit en cette période de conflits sociaux aggravés tout recours à la violence révolutionnaire.

TROUBLE CHEZ LES MILITANTS

Faut-il s'étonner que cette orientation néo-réformiste jette un trouble parmi les



militants, étonne et inquiète ? Oh, nous sommes loin des cris ! Tout au plus entendons-nous, en tendant l'oreille, quelques chuchotements. Certes nous sommes loin de la grogne, mais un peu de rogne se fait sentir dans les rangs. La tribune de discussion, si attentivement surveillée, en apporte cependant quelques échos atténués.

Peu nombreux sont ceux qui osent exprimer leur doute. Citons, à titre d'exemple, la lettre d'Henri Sterdyniak qui, avec un rare courage, met les pieds dans le plat : « On ne peut se contenter de dire, écrit-il « la majorité de notre peuple ne veut pas du socialisme » et de ranger le socialisme dans notre placard en attendant des jours meilleurs ; de dire « Rassurez-vous ! le programme commun ce n'est pas le socialisme » comme si le socialisme était un repoussoir. Il propose de supprimer le paragraphe qui ouvre les portes aux partisans du changement démocratique. Et il l'explique : « Comme le disent les statuts, le P.C.F. se donne pour but le triomphe du socialisme. Il me paraît erroné et inutile de déclarer que peuvent être membres du P.C.F. des gens qui ne souhaitent pas le passage au socialisme ». Et il termine en disant : « Il s'agit de mettre l'accent sur notre but : la transformation de la société capitaliste en une société socialiste ». (« L'Humanité » du 18 septembre 1974) ? Nombreux sont les dirigeants qui ont essayé de réfuter ses objections. Ont-ils convaincu tous ceux qui gardent le silence sans accepter pour autant de ranger le socialisme dans un placard ?

dans le respect de la légalité

Jean-François Gau lui répond, entre autres, en l'accusant de « convergence avec ce que propose le P.S.U. ». Il reconnaît cependant : « le type de démocratie que nous proposons à notre peuple n'est pas décrit dans le Manifeste Communiste de 1848 ; c'est parfaitement exact. Il ne l'est pas non plus dans les statuts du P.C.F... Je n'y vois, ajoute-t-il, personnellement aucun inconvénient ». (L'Humanité du 26 septembre 1974). Un autre militant, C. Gilain, se demande « quelle est la place des idées du socialisme dans notre lutte » et propose de compléter sur ce point essen-

tiel le projet de résolution (L'Humanité du 11 octobre 1974).

Il n'est pas question de revenir sur l'actuel choix stratégique. Le chemin de la réforme dans le respect de la légalité bourgeoise est considérée par la direction du parti comme seul valable. Son efficacité dépend cependant de la manière dont les alliés socialistes et radicaux de gauche respectent la règle du jeu. Or, les récentes élections partielles montrent qu'ils ne l'appliquent pas toujours avec le même empressement. Si les voix communistes n'ont pas manqué aux candidats socialistes et radicaux de gauche, la réciprocité n'est pas vraie.

UN ROLE DE SECOND

Georges Marchais accuse le parti socialiste d'avoir « déployé des efforts parallèles à ceux de la grande bourgeoisie pour tenter d'affaiblir notre parti, en reprenant à son compte certains thèmes de l'anticommunisme » comme : « il faut rééquilibrer la gauche pour garantir la liberté » (L'Humanité du 10 octobre 1974). La veille, à Europe 1, il exprime sa préoccupation et affirme que « rééquilibrer la gauche » signifie prendre des voix aux communistes.

Aux Assises du socialisme, Mitterrand s'est efforcé de rassurer les communistes, en proclamant intangible l'alliance avec eux. Cela paraît certain puisque, dans les conditions actuelles, aucun renversement des alliances ne paraît réalisable. Mais il n'a rien dit sur sa volonté délibérée de faire de son parti la force principale de cette alliance et de réduire le P.C. au rôle de brillant second. Cela lui sera d'autant plus facile que les deux partis se placent sur le terrain électoral et que, sur ce terrain, le P.S. a toutes les chances de supplanter son allié.

Qu'à cela ne tienne ! Les rappels à l'ordre de Marchais, les mises en garde de Leroy ne changeront rien à l'affaire. En cas de victoire de la gauche, c'est Mitterrand qui sera le maître d'œuvre, c'est le P.S. qui occupera les principaux leviers de commande du gouvernement. Il faudra bien que les dirigeants communistes s'en accommodent. La logique d'une stratégie réformiste y mène inexorablement.

Le 21e Congrès extraordinaire entérinera sans grands débats l'orientation choisie par les dirigeants du parti. Il sera une manifestation de puissance et de cohésion. Il proclamera, à cœur ouvert, sa volonté d'entreprendre une « expérience limitée » dans le cadre du régime existant. Quant aux militants, qui s'interrogent et qui doutent, leur voix ne trouvera qu'une bien faible résonance sous les voûtes élevées d'une somptueuse salle des congrès.

Victor FAY.

RENOVATION SYNDICALE

Groupes Ecole et Société : documents, échanges, débats dans l'horizon de mai 68.

Numéros disponibles :

Dossier sur quelques affaires significatives de répression 5 F
Les minorités syndicales de la FEN 5 F
Vers une stratégie universitaire 3 F
Questions à la CFDT 3 F
La formation continue .. 5 F
Ecole et société 4 F
Comment recevoir un inspecteur 5 F
Pédagogie 5 F
Rentrée 74 : stratégie et initiatives ... 2 F
Le PCF et l'éducation ... 6 F
Dossier des luttes significatives 5 F

Commandes à :

Le Hêtre
3, avenue de Stalingrad
92 - Bagneux
Abonnement : 40 F
CCP D. Galloy 9360-64 Paris

ASSISES DU SOCIALISME

les avantages de la nébuleuse

Samedi 12 octobre au matin, dans les salons cossus, feutrés, moquetés de l'Hôtel PLM Saint-Jacques. Ils sont tous là, les vrais socialistes (puisqu'on a exclu les gèneurs du PSU), pour les Assises nationales du socialisme. On s'émerveille à chaque détour de couloir : mais oui, c'est Pisani, c'est Marilhac, c'est Léo Hamon, c'est Sarda, c'est Bredin. Et celui-là, qui c'est ? C'est Vauzelles, l'ancien animateur des jeunes favorables à Chaban. Et

coutume que les militants du PS connaissent depuis quelques années, et on a eu bien raison de commencer à y habituer les autres tout de suite : une assemblée PS digne de ce nom commence par attendre l'arrivée tardive de François Mitterrand. Son petit déjeuner terminé, celui-ci, de fait, arriva, et la séance put commencer à 10 h 40, le président de séance André Jeanson prévenant sans rire l'assistance que le temps étant compté, le comité d'organisation avait or-

sionné avec des socialistes, il appuie sur le champignon de l'analyse marxiste. Ce fut vrai à Suresnes, devant la CIR, lorsqu'elle décida de rejoindre le PS. Ce fut vrai à Epinay. Il était normal que ce le fût à Paris. Nous eûmes donc droit à la concentration du capital, à la production de la plus-value, au front de classe et même à « la lutte, la guerre, la lutte des classes ». Reconnaissons de bonne grâce que, chemin faisant, Mitterrand (qui se définissait lui-même il y a quatre ans comme un « marxiste d'occasion ») fait en la matière des progrès sensibles, et saluons là le travail du secteur formation du PS... A cette forme de langage, comme toujours, se mêlait une éloquence lyrique, empruntée à la grande tradition parlementaire du siècle dernier. Bref, le discours a plu. Mais s'il a — beaucoup — plu aux membres présents du PSU et de la « troisième composante », c'est grâce à une expression : le « parti des socialistes », et à un membre de phrase : « le retour dans une maison commune dont nous allons maintenant bâtir les fondations ».

HABILETE...

On mesure l'habileté : le parti socialiste avait décidé de ne remettre en cause ni son sigle, ni ses structures fondamentales, ni sa stratégie. Le débat qui allait suivre devait du reste rappeler ces exigences. Mais les candidats à la fusion étaient un peu gênés aux entournures de devoir entrer dans un PS inchangé : qu'à cela ne tienne, PS signifiera désormais « Parti des socialistes ». Et s'il paraît assurément difficile de revenir dans une maison qui n'a point encore de fondations, la formule, inacceptable pour un maçon devient miraculeuse et par les anciens de la SFIO (c'est toujours la vieille maison...) et pour Robert Chapuis (on fonde...). Mitterrand est habile, décidément. Et il semble bien que cette habileté l'ait surpris : oui, il semble bien que personne n'était, à l'avance, dans la confiance. Là encore, le rôle du leader est fondamental. Et la divine surprise créée par la formule — « c'était inespéré » me dit un ancien membre du bureau national du PSU — créera chez certains un véritable climat d'euphorie, propice par ailleurs à l'ingurgitation de quelques coulevres. Puisque Michel Rocard a souligné à la tribune le talent de Mitterrand, pourquoi ne pas dire aussi ici, qu'au-delà de son habileté, nous avons été quelques-uns à noter que le langage du premier secrétaire — à notre égard par exemple — savait rester serein : « les militants socialistes qui ne sont pas ici, ils restent des camarades, dans le même camp. Il y a d'autres façons de combattre pour le socialisme », alors que Michel Rocard croyait bon de proclamer : « le PSU vient une nouvelle fois de ne pas mériter son nom ».

Le point de départ posé par Mitterrand pouvant à l'évidence servir de conclusion aux Assises — la « déclaration finale » reprend d'ailleurs quelques passages de son intervention — les débats plénières ont dans une large mesure eu pour fonction de permettre aux orateurs des divers courants et tendances d'employer à leur tour la formule magique « parti des socialistes ». Ce qu'ils ont, tous, consciencieusement fait, en n'oubliant pas de rendre hommage à la personne du candidat à l'élection présidentielle.



puis, voici Delors, qui a ce mot charmant : « Au PS, les moins responsables, ce sont les moins de trente ans. Imaginez que, si on leur dit Delors, ils répondent seulement : contrats de progrès ». Les ingrats, va ! Voici venir aussi Rocard, et puis Chapuis, Chérèque, Détraz, et les animateurs de tous les courants du PS (sauf Savary, qui boude dans ses provinces, estimant que « le temps n'est pas aux parloles »). Ah, quelle grande famille. La fête promet d'être belle ! Elle le sera, en effet.

On commence d'abord par attendre. C'est une

manière de tradition : quand Mitterrand fut organisé les débats de manière extrêmement rigoureuse. Ce n'est bien sûr là qu'une anecdote, mais je la raconte car, jointe à ce qui va suivre, et qui concerne le fond des débats, elle me paraît significative d'un climat caractéristique du « parti de F. Mitterrand » : le parti est d'abord organisé autour d'une personnalité.

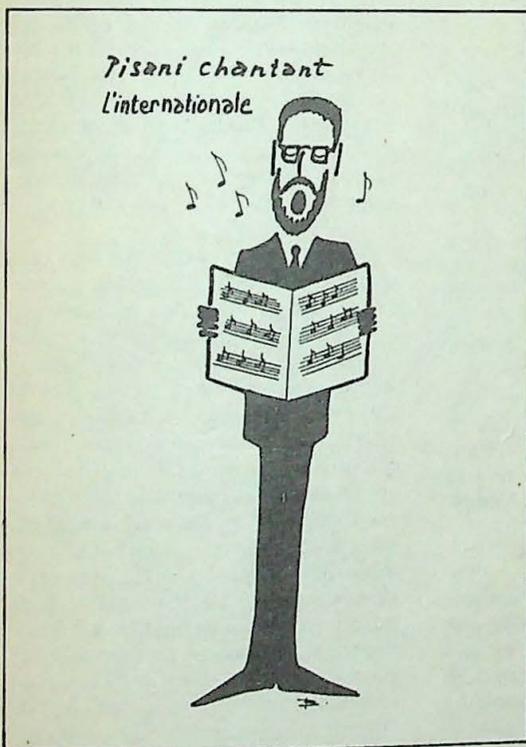
C'est le Premier secrétaire qui ouvrit les Assises. Etonnant discours. Forte « marxisation » du vocabulaire, par endroits. Là encore, c'est une manière de tradition : quand Mitterrand fu-

Je ne vais bien sûr pas reprendre ici la chronologie du déroulement des Assises, les quotidiens l'ont suffisamment fait. Mais je voudrais tenter de les caractériser, et d'énoncer quelques problèmes qu'elles me paraissent soulever, pour l'avenir du « Parti des socialistes ».

LE PARTI, L'AUTOGESTION, LE POUVOIR. La caractérisation des Assises peut tenir en ces trois mots. Le parti d'abord. Qui aurait pu douter avant samedi que la phase organisationnelle était bel et bien ouverte avec les Assises et non après les Assises voyait immédiatement tous ses doutes levés. Dès la première phase de F. Mitterrand : « Les Assises sont ouvertes. Il s'agit maintenant de construire un parti pour le socialisme à partir du projet de société ».

Comme le disait joliment J.P. Cot à la tribune : « les difficultés d'une des parties prenantes aux Assises ont eu pour effet de clarifier l'enjeu des Assises : celui de la construction d'une organisation ». L'enjeu, en effet, était clair. La mécanique organisationnelle était bel et bien enclenchée, et les « difficultés » du courant Rocard-Chapuis au sein du PSU ne pouvaient que le prouver.

Le ciment idéologique du parti, c'est théoriquement l'autogestion. Il en fut beaucoup question samedi et dimanche. « Nous disons, c'est possible, s'écriait Chapuis. Le socialisme autogestionnaire peut être le moyen de réunir ceux qui sont actuellement séparés, séparés entre organisations différentes, mais surtout séparés entre militants politiques et militants de la lutte sociale, ceux-là mêmes sans lesquels il n'y aura pas de socialisme. Nous disons : c'est urgent ». Et J.P. Cot résumait : « nous avons pris l'engagement de prendre l'autogestion comme clé de voûte du socialisme démocratique ». Alors ? Un PS totalement rallié — au niveau du vocabulaire en tout cas — au socialisme autogestionnaire ? Officiellement, oui. Ce qui ne veut point dire que cela ne pose pas quelques problèmes d'interprétation, et nous y reviendrons.



S'il faut faire un parti commun, soudé par l'idéologie autogestionnaire, c'est — ont dit nombre de participants — parce que le pouvoir est en vue. « Le pouvoir est au bout de sa course » disait Mitterrand ; Rocard voyait dans le texte soumis aux Assises « un projet pour gouverner qui éclaire le long terme » ; dans un raccourci saisissant, Martinet invitait à prendre « les chemins du pouvoir, c'est-à-dire de la Révolution ». Incontestablement, le thème : « le pouvoir est proche, il faut que nous ayons un grand parti pour gouverner » a été un des leitmotifs des Assises. Il s'agit ici d'une constatation, et non

d'une critique, même si des esprits malins peuvent être tentés de sourire en voyant une telle salle acclamer cette proclamation de Gaston Defferre : « nous ne voulons pas être ministres pour être ministres ». Ou en constatant combien les termes de « pouvoir » ou de « gouvernement » font peur à des militants (parmi les chrétiens de la troisième composante, entre autres) qui préfèrent pudiquement évoquer le « débouché politique des luttes » ou leur « prolongement ».

Un parti visant à l'exercice rapproché des fonctions gouvernementales, et se réclamant du socialisme autogestionnaire, voilà donc ce que sera le « Parti des socialistes » au soir de son Congrès, prévu pour le 31 janvier prochain. L'un des mérites des Assises aura été de prendre dès maintenant, grâce surtout aux réunions des carrefours, la mesure des problèmes internes qui seront ceux du parti « new look » de F. Mitterrand.

UN PARTI « MULTIFORME ». Le problème principal, c'est bien sûr la diversité, voire les contradictions entre les parties prenantes : de Régis Debray à Gérard Jaquet, de Chandernagor à Chapuis, du CERES à l'ERIS, de Joxe à Rocard en passant par Attali, Delors, Mauroy et Léo Hamon... « Loin de nous inquiéter, a proclamé Mauroy, cette diversité nous conduira à un parti multiforme, peut-être plus difficile à conduire et à animer, mais en tout cas plus riche des expériences vécues sur le terrain ».

On voit le pari : il s'agit de conserver tous les avantages de la « nébuleuse » politique — être présent sur tous les terrains, gagner des électeurs à droite comme à gauche — sans en risquer l'inconvénient majeur — la cassure — grâce à la fédération de ces courants divers voire contradictoires sous l'autorité de François Mitterrand. Faire un grand rassemblement réformiste français à vocation majoritaire, et comportant une aile gauche, présente sur le front des luttes, un personnel de gestion communale et gouvernementale, une aile centriste rassurant les classes moyennes. C'est le défi lancé par le « parti des socialistes » : qu'on ne s'y méprenne point, on est loin de l'ancienne SFIO.

Les contradictions d'intérêt, de vocabulaire, d'engagement, sont déjà apparues clairement tout au long des carrefours. Quoi qu'on puisse penser de l'erreur que commettent des camarades du PSU en envisageant actuellement un processus de scission, il est clair qu'ils tenaient (et avec eux beaucoup de camarades de la 3e composante) un langage bien différent de celui des militants du PS dans les divers carrefours et forums. Il fallait voir le dialogue entre notre camarade Rungis et la déléguée aux relations publiques et à l'information de la mairie de Marseille, sur la prise de conscience des travailleurs à partir des actions sur le cadre de vie ! Il fallait voir la mise en présence de militants PSU et PS de l'enseignement secondaire qui, à Montrouge par exemple, sont aujourd'hui, dans des luttes concrètes, dans des camps opposés. Il fallait voir — on pourrait multiplier les exemples à l'envi — la nature des débats politiques sur les luttes dans les entreprises (avec un enjeu clairement sous-jacent : la prise de contrôle du secteur « Entreprises » du PS) sur l'armée, sur les femmes. Partout, deux conceptions de l'action militante, de la lutte pour le socialisme, étaient à l'œuvre. Bien sûr, les thèses « de gauche » l'ont, ici ou là, emporté, au niveau des textes adoptés : les notables, jeunes ou vieux, ont préféré « laisser couler ». Comme me le disait tranquillement un membre du comité directeur du PS : « Ici, ils peuvent s'amuser, s'agiter, écrire ce qu'ils veulent. Mais dans un congrès, ce sera autre chose : là, ce qui comptera, ça sera les mandats ! ».

Clivages visibles aussi au niveau stratégique. Claude Germon, membre de la commission exécutive fédérale de la CGT a été plutôt fraîchement accueilli — notamment par des délégués de la troisième composante — lorsqu'il a tenté de rappeler l'importance (non seulement par son existence, mais par son contenu) du programme commun. C'est là l'une des inquiétudes des ex-conventionnels : que l'ensemble des nouveaux

apports au PS se traduise par l'injection d'une forte dose d'anticommunisme dans l'organisation. Et la crispation du groupe des Joxe-Jospin-Colliard à l'encontre de la CFDT, de Rocard et de la troisième composante permet qu'on s'attende à de réjouissants débats internes.

Cette crispation a été renforcée dimanche, dans l'appareil du PS, par le succès de tribune remporté par De Caumont, lorsqu'il déclara : « il serait nécessaire d'appliquer les principes de l'autogestion au sein de notre organisation politique : collégialité des responsables, responsabilité, rotation, non-cumul des mandats, autonomie des groupes de base ».

Ces problèmes de contradiction internes seront sans doute renforcés dans l'après-congrès par deux éléments significatifs. D'abord, le CERES, refusant pour le moment la pression tendant à lui faire accepter un congrès unanime — G. Sarre a clairement rejeté « l'oecuménisme » — envisage, non seulement de préparer un texte autonome, mais aussi de faire, s'il le faut, une cure d'opposition interne, afin de se constituer en réelle aile gauche organisée du parti. Ensuite, et dans le même temps, comme d'anciens membres du BN du PSU ne voient pas d'autre issue que dans une alliance — comme dans la préparation des Assises — avec Mitterrand, Mauroy et Defferre, il n'est pas invraisemblable que cette attitude étonne un peu ceux qui les suivront au PS, à commencer par des éléments de la gauche syndicale... On en parlait beaucoup dans les couloirs ce week-end... On le voit, les éléments de débat interne et de contradictions sont nombreux, à partir des Assises. Mais qu'on ne s'y trompe pas : cela ne veut certes pas dire que le regroupement ne durera pas. Simplement, c'est bien autre chose qu'un replâtrage. Il n'était que de voir la composition de la salle avec ses parlementaires, ses militants, ses notables, ses syndicalistes : c'est sans doute à l'acte de création d'une véritable social-démocratie française (multiforme, avec un langage de gauche) que nous venons d'assister.

On termina par l'Internationale, et par un gag. Le disque ne s'arrêta pas avant la fin du troisième couplet. Ce qui permit de constater que Mitterrand connaissait un couplet, Rocard deux et Julliard trois ! Disons-le gravement : là ne réside pas le motif essentiel de notre scepticisme !

Gilbert HERCET ■

Un certain nombre de camarades de l'actuelle majorité du PSU ont, aux côtés de camarades du courant Rocard-Chapuis, participé aux Assises. Plusieurs sont venus, pendant le week-end, me confier, comme s'ils voulaient s'en excuser : « tu comprends, j'avais participé à des Assises locales, alors ça m'intéressait de venir ici participer aux carrefours ». Quelques-uns, même, m'ont demandé : « j'espère que je ne risque pas d'être exclu parce que je suis là ? ».

Il faut le redire très clairement à ces camarades, et à ceux qui pourraient se poser des questions du même ordre. Nous déplorons que le comité d'organisation des Assises ait pris la lourde responsabilité d'exclure de la réunion le PSU tel qu'il est aujourd'hui, majoritairement. Du fait de cette décision, aucun camarade présent au PLM ne pouvait prétendre « représenter le PSU ». Mais nul ne saurait critiquer la présence aux Assises de camarades du parti, à quelque courant qu'ils appartiennent. On peut même penser que le déroulement des séances plénières et des carrefours a été instructif pour eux : la véritable nature — organisationnelle — de l'opération n'a ainsi pas pu ne pas leur apparaître clairement. Nul doute que, revenus dans leurs sections et fédérations, ces délégués ont pu faire des compte-rendus bien utiles pour la prise de conscience collective...
g.h.

le paradoxe portugais

« Le général Costa Gomes s'est rendu la semaine passée à l'ONU et en a profité pour rencontrer le président des Etats-Unis M. Gerald Ford ». Cette brève information à peine relevée par les journaux, a cependant une signification politique de première importance.

Car, ce n'est pas la première fois que le nouveau régime portugais envoie un représentant à New-York plaider la cause de la révolution portugaise. Il y a à peine un mois, c'était en effet le ministre des Affaires étrangères, le socialiste Mario Soares qui traçait le bilan de la décolonisation engagée sur les terres de Guinée-Bissau, du Mozambique et d'Angola.

Aujourd'hui, c'est le président de la République en personne qui prend le chemin des Etats-Unis. Ce voyage marque une étape décisive pour le « jeune » nouveau régime portugais pour trois raisons :

- d'une part, parce qu'aux yeux du monde entier, devant l'Assemblée des Nations-Unies le général Costa Gomes a parlé en tant que chef d'un Etat qui, après les soubresauts de la fin septembre, se trouve uni sur la base d'une même politique et d'un même programme. Ce n'était pas le cas avant le 28 septembre ;

- d'autre part, au cours de son escale à Washington, le général Costa Gomes a averti les américains qu'une tentative de coup de main de la part de la CIA avait toutes les chances d'avorter dans la situation présente. Le général Otelo Saraiva de Carvalho, commandant militaire de la région de Lisbonne et commandant adjoint du Gopcon (commandement opérationnel du continent), dans une interview publiée par le DIARIO de Lisbonne, la semaine passée, a indiqué que toutes les mesures étaient prises pour faire front à ce péril.

- enfin, sur le plan intérieur, le pouvoir semble bien partagé entre un président de la République assumant les fonctions de « représentation » dues à sa charge et les mouvements des forces armées à la tête duquel le premier ministre, le général Vasco Gonçalves — appuyé par les partis de gauche — fait office de véritable « patron ».

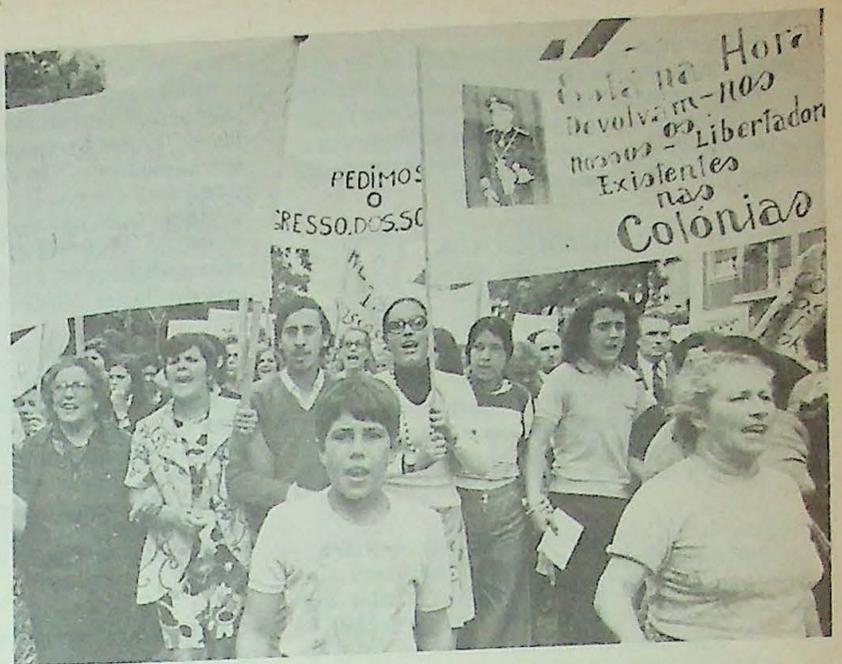
UNE COHABITATION AMBI- GUE. La révolution enclenchée le 15 avril par les militaires porte en elle un tissu d'ambiguïtés. Qui aurait pu, en effet, prendre au sérieux un journaliste, si celui-ci avait annoncé, l'an passé, qu'un jour le Portugal serait doté d'un gouvernement dans lequel on noterait la présence du général de Spínola, du colonel (à

l'époque) Vasco Gonçalves, du libéral Sa Garnéiro, du socialiste Mario Soares et du communiste Alvaro Cunhal ? Ce journaliste aurait été pris pour un fou. Et pourtant, n'est-ce pas la composition du premier gouvernement de M. Palma Carlos ! Une coalition antifasciste, allant de la bonne démocratie chrétienne aux communistes. Une alliance comme certains rêvent de la voir se réaliser demain en Italie et après-demain en Espagne. L'expérience portugaise pourra éviter bien des erreurs.

Car, contrairement à certaines analyses de la presse internationale, la gauche n'a pas commis d'exclusive, vis-à-vis de la droite antifasciste. Bien au contraire, cette dernière, dans les premiers jours du mois de mai, se trouve à la tête du pouvoir avec le général de Spínola (ancien combattant de la guerre d'Espagne, côté franquiste, reconverti à la politique et à la démocratie après son échec militaire en Guinée-Bissau, beau-frère de M. Champalnaud, second groupe financier du Portugal) : à la tête de l'Etat, M. Palmiro Carlos, son ami intime, occupe le poste de premier ministre, tandis que des personnalités comme Sa Garnéiro disposent de plusieurs portefeuilles. Il faut d'ailleurs noter que le fameux livre du général de Spínola « Le Portugal et son avenir » a été en grande partie écrit par M. Sa Garnéiro et par un homme politique bien connu des brésiliens, M. Carlos Lacerda (ancien militant d'extrême droite). Au niveau de la junte de salut national, les militaires de droite sont également présents aux côtés des jeunes capitaines, les généraux Galvão de Melo, Silverio Marques, Diego Neton, le commandant Osorio Sanchez.

Cette cohabitation ambiguë a suscité quelques murmures de la part de l'extrême-gauche, dont les militants subissent une sévère répression alors que les membres de la sinistre PIDE coulent des jours heureux derrière les grilles de la prison centrale de Lisbonne, se payant même le luxe d'une rébellion « pour amélioration de leur nourriture ». Après cinquante années de fascisme, le paradoxe l'emporte sur l'analyse politique.

Cependant, par deux fois, la droite va essayer de rompre l'alliance d'unité nationale pour



s'emparer du pouvoir. Par deux fois elle échouera.

L'ERREUR DE PALMERO CARLOS. La première tentative a lieu au mois de juillet, lorsque contre toute attente, le premier ministre, M. Palmiro Carlos annonce qu'il démissionnera s'il n'obtient pas tous les pouvoirs et si des élections présidentielles n'ont pas lieu immédiatement. En fait, depuis un mois la rupture est accomplie entre la gauche et la droite, sur un problème essentiel, celui de la décolonisation. Le calcul de M. Palmiro Carlos est simple : en créant une crise politique, il veut forcer les militaires à anticiper les élections. Spínola ayant toutes les chances d'être plébiscité (35% des Portugais sont analphabètes, près d'un million sur dix vivent à l'étranger), la droite pourra ainsi gouverner légalement seule.

M. Palmiro Carlos, comme le général de Spínola qui a entrepris une tournée dans le pays et qui téléguide l'opération, ont cependant mal jugé la ténacité des jeunes capitaines. Appuyés par les partis de gauche, ceux-ci font échouer cette première tentative. Après deux semaines de palabres, un nouveau gouvernement sera formé, qui voit l'entrée en force du « mouvement des forces armées » en la personne du général Vasco Gonçalves, des majors Elo Antunes et Vitor Alves. La droite est chassée du gouvernement. Seul le général de Spínola conserve son fauteuil de président de la République.

L'ECHEC DE SPINOLA. Pendant plus de deux mois, le jeu d'intrigues et de complots va animer les salons politiques de Lisbonne. En cure près de Coimbra, dans le nord du pays, le général de Spínola organise réunions sur réunions. Des agents de la CIA sont repérés à l'hôtel Sheraton dans la capitale, l'ambassade du Brésil servant de relais.

Le temps presse pour le général Spínola. Le travail des militants des partis communiste et socialiste a porté ses fruits dans les villes et les campagnes. Et surtout, le processus de décolonisation affole les gros intérêts capitalistes. Ceux-ci supplient Spínola d'éviter que la négociation, si bien enclenchée en Guinée-Bissau et au Mozambique, ne voit le jour en Angola, la colonie

la plus riche et la plus intéressante pour les intérêts portugais. Le putsch avorté du Mozambique finira par éteindre les derniers espoirs de la droite. La dernière carte doit être abattue : le coup d'Etat.

La façon dont fut orchestré cet appel à la manifestation de la masse « silencieuse » des Portugais prouve que la droite n'avait pas lésiné sur les moyens : lancers de tracts par avion sur le pays, voyages payés à Lisbonne par un détour à Fatima, pour les gens du Nord (avec l'appui de l'Eglise) et surtout distribution d'armes auprès des militants fascistes revenus depuis peu au pays, quand ils n'y étaient pas restés. 800 personnes pouvaient être armées au soir du 18 septembre.

Tout avait été minutieusement préparé au point de faire tomber dans le piège le premier ministre, les majors Melo Antunes et Victor Alves ainsi que le général Otelo Saraiva de Carvalho. A quatre heures du matin, les patrons du MFA se trouvent virtuellement prisonniers dans le palais de Belem, tandis que la police et la garde républicaine occupent les radios et les journaux.

Mais une fois encore Spínola et la droite vont faire une erreur de calcul. Dans la rue, des militants de gauche et d'extrême-gauche (pour une fois unis) érigent des barricades et organisent des contrôles et des fouilles. Dans les casernes, apprenant l'arrestation de leurs chefs, les troupes du général Otelo Saraiva de Carvalho prennent le chemin du palais de Belem. Le coup d'Etat est avorté. Spínola a échoué une nouvelle fois. Il ne lui reste plus qu'à démissionner. Le lendemain, dans son discours au peuple, le véritable visage de l'homme au monocle apparaît : « la crise et le chaos sont devenus inévitables. Je tiens à réaffirmer mon indestructible attachement à l'idéal de liberté et de démocratie, et mon respect inébranlable des principes fondamentaux d'éthique militaire, qui m'empêchent de me prêter aux structures révolutionnaires envisagées ». Respectant le jeu démocratique, les militaires progressistes laissent diffuser ce message, tandis que le général Costa Gomes, qui bien souvent servit de tampon entre Spínola et les capitaines accède à la présidence de la République. L'épuration peut enfin commencer, en attendant les nécessaires mesures économiques.

Alain ECHEGUT ■

ITALIE :

le compromis historique en crise

Entretien avec Vittorio Bellavite, membre de la direction nationale du Parti d'Unité Proletarienne pour le Communisme, secrétaire de la fédération de Lombardie.

Le Parti d'Unité Proletarienne pour le Communisme est né de la fusion du Parti d'Unité Proletarienne et du Manifesto. Les congrès de dissolution de ces deux organisations ont eu lieu en juillet 1974.

Le P.d'U.P. était né à partir de juin 1972 (congrès constitutif en décembre 1972), du regroupement des camarades du PSIUP qui n'avaient pas accepté l'entrée au PCI, et des camarades de la gauche du MPL (gauche chrétienne), qui, après l'échec aux élections du 7 mai 1972, avaient refusé de rejoindre le PCI ou le PSI.

Le Manifesto s'est progressivement constitué autour d'un noyau de cadres oppositionnels du PCI, qui s'étaient regroupés autour d'une revue mensuelle : Il Manifesto. Après leur exclusion du PCI, en novembre 1969, ils se sont constitués en organisation autonome. Ils étaient surtout implantés dans le nord de l'Italie.

T-S) Quelle est actuellement la situation économique en Italie ?

Les deux problèmes essentiels sont les prix et l'emploi.

1) Les prix

— L'an dernier, l'augmentation des prix a atteint 21 %

— Le système fiscal est le plus inégalitaire qui soit

— L'inflation entraîne la spéculation. Celle-ci est le fait des commerçants importants et des entreprises des secteurs moteurs.

2) L'emploi et les salaires

— La première chose évidente est la crise du secteur automobile : chez FIAT, 71 000 ouvriers travaillent à horaire réduit : 24 heures par semaine. Ils sont remboursés à 80/90 % par une caisse spéciale, ils perdent donc environ 15 000 lire par mois ; de plus comme le taux d'inflation est de 20 %, c'est en fait un tiers de leur salaire qu'il perdent. Toutes les entreprises travaillant pour l'automobile (Borletti, Marelli, etc...) sont elles aussi atteintes par la crise.

— Ces 2 ou 3 dernières années, la situation de l'emploi a empiré dans le Sud.

Cette crise de l'emploi et des salaires entraîne aujourd'hui une réorientation du mouvement ouvrier qui a traversé une crise de crédibilité en juin-juillet. La division qui existe dans le mouvement syndical (la DC et le PSI en font partie) l'a amené à adopter une attitude très prudente face aux augmentations de prix et au problème des salaires. Les syndicats s'en sont tenus à des actions de sommet.

Lors des manifestations de juillet les principaux dirigeants syndicaux (Cherniti Scheda qui appartiennent à la gauche syndicale) ont été sifflés par les ouvriers. Le PCI a proposé des négociations usine par usine plutôt qu'une plateforme d'ensemble. Mais sous la pression de la gauche syndicale une plateforme comprenant outre des projets de réformes (auxquelles les ouvriers ne croient pas beaucoup) la proposition d'unification

du « point de contingence » a été présentée. C'est-à-dire que les ouvriers et les employés doivent recevoir la même augmentation de salaire en raison de la hausse des prix. Il existe en Italie un système d'échelle mobile : tous les trois mois les salaires sont réévalués à partir d'un indice de prix. Mais chaque fois que cet indice augmente d'un point (point de contingence) les augmentations ne sont pas les mêmes pour les différentes catégories de travailleurs ; par exemple un OS touchera 450 lire de plus, et un employé de première catégorie 950. L'objectif égalitaire poursuivi par la fédération, à travers sa plateforme, est de porter le point de contingence au niveau le plus élevé pour tous. S'il est atteint, le patronat devra verser entre 3 et 6 milliards de lire en plus à la classe ouvrière. Les syndicats réclament en outre que le rattrapage soit calculé sur la base de 1969, ce qui aurait pour effet de provoquer une augmentation immédiate de 25 000 lire par mois.

Ce point de la plateforme de la fédération des confédérations est politiquement déterminant parce qu'il peut influencer au niveau structurel même de l'économie italienne.

T-S) Quelles sont les causes de la crise politique en Italie ?

La crise de gouvernement a coïncidé avec le voyage du président Leone aux EU. On peut en donner deux raisons essentielles. D'une part la force du mouvement ouvrier a posé des problèmes à la bourgeoisie qu'elle était incapable de résoudre dans ce cadre politique et économique ; d'autre part la pression internationale (déclaration de Kissinger). Les USA voudraient que l'Italie apporte une aide plus importante à l'OTAN (et ceci en rapport avec la situation en Grèce et au Portugal).

D'où l'idée d'aller à la crise pour empêcher toute possibilité de négociations, et de provoquer des élections anticipées dans l'espoir de voir se former une majorité de centre droit avec Fanfani à sa tête.

Donc, en résumé, une gauche assez forte, un mouvement syndical qui cherche à retrouver le contact avec les masses et la réponse de la bourgeoisie manœuvrée par les E.U., qui est la crise de gouvernement.

Mais le projet d'élections anticipées rencontre pas mal de difficultés : la social-démocratie est divisée (Saragat est contre) la gauche s'y oppose, la DC a une attitude ambiguë (Fanfani y est favorable, il cherche à négocier un nouvel accord avec le PSI. Mais celui-ci n'est pas prêt à se rendre une fois de plus impopulaire comme par exemple au moment du décret sur les augmentations de prix (Decretone).

T-S) Un « compromis historique » peut-il offrir une solution à cette crise ?

En fait le compromis historique est en crise. Dans sa dernière déclaration la direction du PCI ne parle plus de compromis historique et fait comprendre qu'elle pourrait accepter un gouvernement de centre gauche si on pouvait ainsi éviter des élections anticipées et faire les élections régionales et communales au printemps prochain.

En effet le compromis historique a été refusé par la DC parce qu'il n'y avait pas maintenant les bases sociales culturelles et politiques pour le réaliser. Mais surtout les revendications syndicales, les grèves de Turin par exemple, ont créé les conditions pour que le compromis historique en reste au stade de proposition irréalisable car le PCI ne peut se couper de sa base qui risque d'être entraînée dans les luttes. La discussion au congrès du PCI en janvier sera dure ; je ne crois pas qu'on puisse parler d'un changement de ligne politique du PCI, sur le plan stratégique il recherche toujours un accord avec la bourgeoisie, mais certainement la situation de crise économique et politique de celle-ci empêche de parvenir à un tel compromis. Peut-être la bourgeoisie italienne s'y résignera-t-elle en der-

nier ressort comme unique possibilité de sortir de la crise mais celle-ci n'est pas encore assez grave pour qu'on en arrive là.

★ Celle-ci a choisi d'adopter une attitude intransigeante. La rencontre de vendredi entre le patronat et les syndicats a été dure. On doit s'attendre à ce qu'il y ait une grève générale avant la fin octobre.

T-S) Quelles sont les perspectives de ton organisation dans cette période ?

Nous considérons que la situation est très instable. Surtout si on fait comme nous l'analyse que la cohésion idéologique, morale et politique des bourgeoisies américaine et italienne est beaucoup moins forte qu'auparavant. Par exemple, en Italie, les couches sociales sur lesquelles elle s'appuyait (catholiques, petite et moyenne bourgeoisie, paysans) sont très affaiblies. En effet la petite et moyenne bourgeoisie est mise en difficulté par la politique économique du gouvernement (resserrement du crédit), à la campagne il y a une contestation très forte des organisations chrétiennes, enfin la classe dirigeante n'est plus uniquement issue des organisations catholiques.

Il y a donc, à l'évidence, crise de l'hégémonie sociale de la DC. Son moyen essentiel de maintien réside dans son caractère de « parti à clientèle ». De ce point de vue, il ne faut pas identifier la DC avec les masses catholiques et par là chercher un compromis avec elle (comme le propose le PCI), mais chercher un accord, directement à la base.

Pour nous, la crise n'est pas conjoncturelle, c'est une crise très grave, la bourgeoisie est en très grande difficulté. A moyen terme, on se dirige vers une situation d'instabilité très grande, l'issue dépendra beaucoup de l'attitude du mouvement ouvrier, de sa capacité à s'organiser, à faire des propositions d'alternative de gauche (pas seulement au niveau institutionnel).

En ce sens, la « nouvelle opposition » (1) est d'ores et déjà plus utile qu'une attitude de participation au gouvernement, le PSI présent au gouvernement, n'a jamais réussi à faire passer aucune réforme, à empêcher des mesures anti-populaires, ou à s'opposer aux menées fascistes.

La nouvelle opposition permet d'avoir une gauche unie, ce qui donne une position socialement et syndicalement plus forte, sans avoir la division qui passe actuellement dans le mouvement ouvrier (les socialistes dans le syndicat et au gouvernement).

La nouvelle opposition doit être comprise comme un renouvellement d'ensemble de la gauche avec reprise du rôle direct des luttes et de l'autonomie ouvrière. C'est-à-dire que par exemple, on n'accepte pas de rentrer dans une argumentation du type « balance des paiements » pour discuter des perspectives égalitaires.

Enfin, c'est la nouvelle opposition qui ouvre la possibilité de poser la question de l'alternative de pouvoir (et pas uniquement en termes institutionnels). C'est sur cette hypothèse que nous commençons maintenant à travailler — parce que la crise économique, la crise du régime, la crise de la DC (après le référendum du 12 mai) rendent pour la première fois celle-ci possible, si nous réussissons à contraindre le PC à passer dans une position d'alternative.

Propos recueillis par François DESMOULINS.

(1) Avec la nouvelle opposition » proposée début 73 il s'agissait de promouvoir une politique unitaire de classe pour consolider les instruments du pouvoir ouvrier et en conquérir de nouveaux, construire une alternative politique et programmatique enracinée dans les luttes, les besoins populaires et dans l'exigence d'un choix radical pour le Mezzogiorno.

Marie pas Claire

Selon l'habitude dans la grande presse féminine, sous un titre à sensation, le dernier « Marie-Claire », après bien d'autres, nous montre l'avortement comme une chose simple, peu douloureuse, sans danger ; à la limite on pourrait croire qu'il peut être un mode de contraception.

Il est irresponsable de publier des méthodes d'avortement qui seront utilisées dangereusement par les femmes mal informées.

L'avortement doit être libre et dédramatisé mais nous exigeons qu'il soit pratiqué comme un acte médical et non pas que la pompe à vélo remplace la queue de persil.

Nous ne partageons pas l'euphorie des journalistes des magazines à grand tirage, nous devons rester vigilants et continuer le combat.

Lip, c'est pas fini

Chacun le sait. Non, Lip ce n'est pas fini. Les accords de Dole, qui bien sûr ont été un compromis, ont été une grande victoire des travailleurs parce qu'ils affirmaient le principe de la reprise de tous les travailleurs dans la nouvelle entreprise. Le respect de ce principe est aujourd'hui comme hier au centre des objectifs que se sont fixés les travailleurs de Lip. Car, pour le patronat, il y a loin du principe à l'application.

Cette question de l'emploi pour tous se joue dans une situation régionale de l'emploi, en Franche-Comté, qui a pas mal de plomb dans l'aile.

— Peugeot module son nombre d'emplois en jouant sur les contrats ONI des travailleurs immigrés, en changeant ses lieux de « recrutement » (l'Italie du Sud depuis peu), en engageant d'abord et éjectant ensuite des travailleurs intérimaires.

— A Besançon même, des menaces pèsent sur la Rhodia (Rhône Poulenc Textile) ; nombre d'entreprises moyennes liées à la mécanique de précision prévoient des réductions d'horaires plus ou moins importantes ; « Les Compteurs Schlumberger » annoncent une réduction de personnel (une centaine de travailleurs) par départs naturels et licenciements.

Chez Lip même, la direction joue à cache-cache. Il reste aujourd'hui 80 travailleurs sur la liste noire, 80 travailleurs qui n'ont pas d'affectation précise dans les perspectives de réembauche de la direction pour la dernière période qui va jusqu'au 31 décembre 1974. Mais en même temps la direction maintient très

habilement le nombre de réembauchés à quelques unités au dessus des chiffres annoncés au mois de Mars. De même, elle amuse la galerie dans la commission « Emploi » en reculant systématiquement toutes les trois semaines après avoir fait des propositions positives dans l'intervalle. Le problème principal est à la fois extrêmement simple et fondamental. La direction veut réaliser une unité de production suivant les critères de la rentabilité capitaliste, suivant les « impératifs » du profit : pour elle, la question humaine, la question sociale est secondaire, tout juste bonne à être intégrée comme un facteur annexe dans les prévisions de réalisation de plus-value. Pour les travailleurs, la question centrale est l'emploi de tous, et le niveau de vie ensuite, et c'est en fonction de cet impératif qu'il faut envisager l'aspect strictement industriel.

La contradiction est aveuglante ; il est bien clair que sa résolution à l'avantage des travailleurs passe par l'établissement d'un rapport de force qui leur soit favorable. La combativité des travailleurs de Lip est toujours très grande : on en est à la 260ème Assemblée Générale des travailleurs, toujours aussi suivie, chaque semaine le collectif se réunit deux fois. Et depuis la fin des vacances en Août, les Lips ne sont pas restés inactifs, aussi bien ceux qui se trouvent déjà à l'intérieur que ceux de l'extérieur : campagne d'affiches partout dans l'entreprise, collage des photos de ceux qui sont encore dehors dans les ateliers où ils avaient leurs places, délégations de travailleurs à la direction pour montrer clairement leur volonté, tracts sous forme de bandes dessinées, etc...

Si, d'ici la deuxième quinzaine d'Octobre, il n'y a rien de plus, et surtout rien de plus sûr, il est prévu de passer à une phase supérieure de lutte pour l'emploi de tous les travailleurs.

Par delà l'objectif du droit au travail pour tous dans l'entreprise de Palente proprement dite se joue une partie beaucoup plus large. Le pouvoir semble s'orienter vers une politique systématique de « sois-disant-formation » échelonnée pour surmonter dans l'immédiat les problèmes d'emploi, pour fractionner les travailleurs et liquéfier, dans le temps, les problèmes que posent la montée du chômage. Du résultat de la lutte des travailleurs de Lip dépend en grande partie la marge de liberté que peut avoir le pouvoir pour résoudre à son profit la question, c'est-à-dire en temporisant.

C'est pourquoi, aujourd'hui autant qu'hier, à Lip autant qu'ailleurs

LES TRAVAILLEURS N'ONT PAS A FAIRE LES FRAIS DE LA CRISE !

NON AUX LICENCIEMENTS (quelle qu'en soit la forme) !

Echos...

Pour être toujours informé par les travailleurs de Lip sur la situation, sur le point des actions menés et leurs perspectives, pour connaître les premières leçons tirées par les travailleurs des stages de formation

Abonnez-vous à LIP-UNITE (10 F.) en transmettant à Bernard Billot 11, Boulevard Blum 25000 - Besançon

Kelton-Timex Vous connaissez ?

C'est la société horlogère américaine qui fait de la pub' sur tous les postes périphériques : « Vous vous changez, etc ». C'est aussi la société qui a mis en place plusieurs unités de montage en Europe (notamment à Besançon — plus de 3 000 ouvriers en Ecosse et au Portugal), et ce en vue de conquérir les marchés européens de l'horlogerie.

Selon une stratégie déjà éprouvée par ITT au Chili, Kelton entame le processus d'étranglement économique du Portugal.

En effet, après enquête de nos camarades de la section de Besançon, nous pouvons affirmer que des machines provenant des USA et prévues pour le Portugal viennent d'arriver chez Kelton-Besançon — peintes en bleu, on camoufle l'opération en les faisant repeindre en rouge.

Le gouvernement de Giscard est complice : en autorisant cet arrivage de machines à Besançon, il participe sciemment à l'étouffement du Portugal.

A Dunkerque on sait à quoi s'en tenir

Dimanche 13 — le jour même où se tenaient les « assises du socialisme » la section PSU de Dunkerque a réuni ses militants et sympathisants pour une journée d'études et de réflexion. Nous étions une quarantaine. Vingt militants de la section, vingt sympathisants (syndicalistes, jocistes et même deux camarades du C.E.R.E.S.). Sept militants d'Usinor, deux de Creuset-Loire, deux des chantiers, des fonctionnaires, des enseignants, des mères de famille.

Le dimanche 13, ce furent nos « assises » : on avait bien essayé ici d'organiser des assises locales, mais le P.S. n'avait pas répondu. Les militants PS s'en remettent à leur appareil : tant pis.

Trois thèmes principaux de réflexion. Un court exposé, un large débat. Le cadre de vie : le « nucléaire » à Cravelines, l'expansion et la dégradation du cadre de vie, la santé ; les luttes dans les entreprises : la démocratie à la base, le contrôle ouvrier, l'autogestion ; la politique générale : l'inflation, la montée réformiste en France, les stratégies du PC, du PS, du PSU...

La section avait refusé successivement l'intégration au P.S. A Dunkerque, secteur de longue tradition sociale-démocrate, l'on sait à quoi s'en tenir. L'assemblée a approuvé cette orientation.

Enraciné dans les luttes, le PSU à Dunkerque n'a pas dit son dernier mot. La volaille n'a pas été plumée.

Caisse des dépôts

La grève à la Caisse des Dépôts vient de se terminer. Les militants de la Section PSU de la boîte ont été au cœur du mouvement. Ils vous livreront la semaine prochaine le bilan qu'ils tirent de cette grève.

calendrier

● Vendredi 18 octobre, 20 h 30 - 46 rue de Vaugirard, Paris, film, conférence-débat sur les luttes paysannes en Colombie par le secrétaire national de l'ANUC (Association nationale des paysans colombiens) — organisée par le CEDETIM, après la parution de la brochure « impérialisme et luttes de classes en Colombie ».

CHILI : 15 au 28 octobre, expo sur les réalités économiques, politiques et culturelles ; les 15 et 22, musiciens du Chili, de 16 h 30 à 19 h. Artisans du Monde, 20 rue Rochechouart, Paris-9e.

...des luttes



ts HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE
Direction politique : Christian GUERCHE et Victor LEDUC.
Dir. publ. : André BARJONET
9 RUE BORROMEE 75015 PARIS
Rédaction : 566.45.64 - Administration : 566.45.37 - Publicité : REGIE-INFORMATION (770.40.18)
Distribué par les N.M.P.P.
Imprimerie d'HEBDO-T.C.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande avec 2 F en timbres. Indiquer la nouvelle adresse complète.

LES ECHANGES SOCIALISTES DANS UNE SOCIETE DE TRANSITION

un entretien
avec Pierre Naville

● TS — *Ton nouvel ouvrage, Les échanges socialistes, vient à la suite des autres volumes du Nouveau Léviathan (1). Que signifie-t-il ?*

● P.N. — « Léviathan », cette fête fabuleuse, était le nom que le grand philosophe anglais Hobbes avait donné, au XVII^e siècle, à l'Etat monarchiste et bourgeois moderne, alors en pleine expansion. En parlant d'un « nouveau Léviathan », je vise les Etats dits socialistes, et d'abord l'URSS, ainsi que les grandes formes étatiques du capitalisme d'aujourd'hui. Ma critique cherche à atteindre les fondements (rapports de production et rapports de travail) de ces sociétés, qui représentent en pratique une sorte de « transition » lourde de nouvelles contradictions.

Il s'agit de théorie, mais telle que je la conçois, c'est-à-dire comme un examen des conditions de la pratique, de l'action politique et sociale. Etudier comment peuvent se réaliser des « échanges socialistes », dans une société de transition qui vise à l'abolition des rapports de salariat, c'est en même temps poser le problème de ce que nous appelons une société autogestionnaire. Il ne s'agit pas de faire des plans trompeurs dans l'abstrait, mais d'examiner des cas concrets, en particulier ceux de l'URSS et de la Yougoslavie, où l'on prétend qu'il existe une économie de marché socialiste. Ces expériences doivent être étudiées à fond, comme celle de la Chine, sinon tous les projets de la gauche en France ne sont que des petites histoires provinciales.

● TS — *Mais qu'entends-tu exactement par « échanges socialistes » ? Ces deux termes ne sont-ils pas contradictoires ?*

● P.N. — Pas du tout. A condition qu'on comprenne bien qu'il s'agit de socialisme d'Etat, et d'échanges sur un marché contrôlé. Ce socialisme-là, celui des pays de l'Est, c'est une transition ; mais vers quoi ? La première chose à faire pour essayer de le comprendre, c'est d'admettre que les contradictions et les crises sont aussi réelles et profondes dans ces régimes que dans le nôtre. A nous de déterminer une autre voie. Cela ne sera pas facile, car la crise du capitalisme aujourd'hui engendre une sorte de centre ou même de gauche jacobine et mili-

taire qui se satisferait très bien d'un socialisme d'Etat autoritaire, dominé par un parti bureaucratique. Ce dont nous ne voulons pas, au P.S.U.

● TS — *Mais aujourd'hui, dispose-t-on encore des mêmes moyens d'échapper à l'emprise étatique ? N'a-t-on pas l'impression que l'évolution technique, industrielle, économique, administrative, impose aux travailleurs et aux consommateurs un carcan encore plus serré qu'il y a 50 ans ? Le marché aujourd'hui, y compris le marché du travail, n'est-il pas de plus en plus institutionnalisé ?*

● P.N. — C'est vrai. Mais cette évolution comporte aussi ses propres contradictions. C'est de celles-ci qu'il faut partir pour opérer d'abord une critique du système. Il ne suffit pas d'en appeler à une sorte de spontanéité, de ressource libertaire qui balayerait tout on ne sait pas trop comment. La démocratie n'a de sens, pour nous, que si elle s'exerce sur des conditions d'action bien analysées, bien repérées, en déterminant clairement des objectifs, des points faibles du système, et les germes de libération qui y existent.

● TS — *Mais comment ces points faibles peuvent-ils être bien discernés ? Ne risque-t-on pas de jeter toutes ses forces sur des questions secondaires et illusoire, ou de se contenter de littérature sur des projets de société purement idéalistes ?*

● P.N. — Ces risques et ces dangers existent. Mais les contradictions réelles, objectives, existent aussi. Toute la propagande et la publicité capitalistes et bureaucratiques d'Etat travaillent à les masquer, à en faire de la fumée. La plus grande partie de la politique dite culturelle sert à ça. En fait, la grande question est celle-ci : comment opposer la science des usages, des utilités et des besoins, à celle de la production brute et du profit aveugle, privé ou d'Etat ? Sous toutes sortes de formes, cette question vient au premier plan. Mais pour en sortir quelque chose, il faut que l'on organise la résistance aux monopoles d'Etat ou privés, et à l'Est comme à l'Ouest, à commencer par les monopoles politiques des partis. Les pouvoirs actuels tentent partout de s'imposer au nom des nationalismes, des patriotismes et même des impérialismes.

C'est ce qui m'a amené à penser que pour aborder correctement ce problème de la priorité à donner aux valeurs d'usage, il fallait d'abord examiner ce que peuvent signifier les échanges dans une économie d'usage. C'est l'objet de cet ouvrage intitulé *Les échanges socialistes*.

● TS — *Mais crois-tu que ce soit un problème actuel ?*

● P.N. — Oui, tout à fait, surtout quand tant de gens parlent à tort et à travers de projets de société et d'autogestion. Pour nous, au P.S.U., l'action politique et sociale doit être expérimentale. Autrement dit, concrète, mais appuyée sur des fondements critiques sérieux, scientifiques. Cela ne s'improvise pas dans une campagne électorale. Il faut découvrir ce qui est fondamental dans une situation donnée, à court ou à long terme.

Dans ce livre, j'ai examiné successivement ce que signifie la transformation des systèmes d'échange dans la transition au socialisme, à la fois dans le cas concret de la Yougoslavie, ainsi que de la Hongrie et de l'URSS, et sous les aspects plus formels, théoriques ; puis, les effets de cette transformation sur le mode de planification ; ensuite, ses rapports avec les formes de l'accumulation et de la croissance ; enfin, le cas nouveau des échanges entre plusieurs Etats socialistes différents, encore plus compliqué que celui des échanges entre Etats capitalistes.

● TS — *D'après toi, ces questions sont en rapport avec les projets autogestionnaires du socialisme en France ?*

● P.N. — Parfaitement. A condition qu'on mette les points sur les i, et qu'on ne se contente pas d'appels fumeux qui cachent tout autre chose. Les Assises du socialisme auraient été bien inspirées de discuter ouvertement, et au besoin contradictoirement, de ces problèmes. Cela aurait été plus utile que de se livrer à une simple manœuvre présidentielle de parti. Mais le P.S.U., qui est à l'origine de ces controverses, poursuivra son effort dans ce sens, j'en suis sûr, sans se laisser impressionner par des voltiges d'appareils. Il tient sa force de son enracinement et de sa compréhension. De toute façon, nos études ne peuvent prendre tout leur sens que si elles sont quotidiennement liées à l'action des travailleurs là où ils sont.

avec toutes les forces populaires

Déclaration de la Direction politique provisoire
du P.S.U. 19 octobre 1974

L'offensive du pouvoir pour faire payer aux travailleurs les frais de la crise monétaire et économique s'est développée jusqu'à présent sans rencontrer de résistance adaptée à son intensité.

Cette offensive comporte trois volets :

1) - Le premier, comparable à d'autres plans de stabilisation, vise à « refroidir » l'activité économique en arguant de la « surchauffe » comme cause de l'inflation. Il s'agit avant tout d'obtenir que les travail-

leurs se serrent la ceinture pour dégager des capacités nouvelles d'exportation. A cette fin,

- on laisse monter les prix à la consommation ;
- on incite le patronat à faire preuve de fermeté à l'égard des revendications salariales ;
- on règle le niveau du chômage pour faire pression sur la combativité ouvrière ;

2) - Le deuxième volet est constitué par la tentative du pouvoir de relancer la concentration du capital

autour de quelques ensembles industriels et financiers de taille mondiale, capables de faire leur place sur un marché dominé par les U.S.A. et l'Allemagne de l'Ouest. Cette perspective implique :

- la liquidation d'entreprises dites marginales, qu'autorise en particulier une politique du crédit fondée sur la dérogation ;
- l'abandon de la politique « nationale » dans les secteurs de pointe ou de prestige (informatique, aéronautique, construction navale) au profit de solutions plus immédiatement rentables (armement par exemple) ;

3) - Le tout est enfin enrobé dans une politique qui se donne des allures « libérales », et vise à désamorcer un certain nombre de conflits liés à l'archaïsme de la bourgeoisie française (contraception, droit de vote, armée, etc...) tout en n'octroyant qu'une partie des revendications exprimées par les mouvements de masse.

Face à une telle offensive, les travailleurs ne doivent pas se tromper de bataille. En plaçant celle-ci essentiellement sur un terrain préélectoral, ou de compétition pour le meilleur gouvernement capable de gérer la crise, avec le secours d'une partie de la droite, on risquerait de détourner l'attention des combats essentiels, d'isoler les plus durs d'entre eux — comme ceux de Titan Coder ou de l'ORTF — et de ne permettre que des batailles défensives, intervenant après-coup, donc peu susceptibles de modifier le cours de la politique du pouvoir.

La seule riposte efficace aujourd'hui est celle d'une action de masse résolument anti-capitaliste. Les organisations syndicales ont à cet égard des responsabilités essentielles et l'accord CGT-CFDT peut ouvrir la voie à une telle riposte. Mais celle-ci ne saurait s'enfermer dans le terrain strictement économique, tant il est vrai que sous tous ses aspects, la crise actuelle met en cause le mode de développement capitaliste et le type de société dans laquelle nous vivons.

C'est pourquoi le P.S.U. appelle les travailleurs et leurs organisations politiques et syndicales à mettre en commun leurs moyens d'ac-

tion, pour que s'affirme à tous les niveaux la volonté populaire contre la politique du régime et des patrons.

La lutte contre le chômage

Face au freinage global de l'activité, il faut tout mettre en œuvre pour assurer la solidarité des travailleurs face à l'emploi. Mais cette solidarité doit être conçue de la manière la plus large possible. Il ne s'agit pas seulement de la solidarité autour de ceux qui sont frappés par le chômage : nécessaire, cette action reste cependant principalement défensive, et parfois isolée. Il s'agit surtout d'organiser l'action autour des solidarités réelles, qui font que chaque travailleur est dépendant de l'emploi d'un autre ; elles existent aussi bien au niveau régional qu'à celui des types d'activité (comme par exemple celles qui lient l'automobile aux constructeurs d'équipement aussi bien qu'aux sociétés d'assurance).

Envisagée sous cet angle, l'action pour l'emploi ne peut être dissociée de l'action politique : toute réponse offensive implique que les travailleurs esquissent ce que pourrait être l'appareil de production dès lors qu'ils pourraient en décider dans une société où leur pouvoir serait assuré.

C'est dans cet esprit que le P.S.U. propose :

— La tenue d'Assises régionales de l'emploi, où se rassembleraient les délégués des travailleurs de toutes les entreprises et de toutes les localités ;

— l'organisation de rencontres nationales centrées sur un secteur d'activité et toutes ses annexes ou dépendances.

L'objectif poursuivi est :

1) - de réunir l'information sur les rapports entre les firmes et les menaces qui, à partir de la crise d'un secteur, peuvent se répercuter sur d'autres entreprises dont les combats risqueraient d'être isolés ;

2) - de discuter et de mettre en œuvre

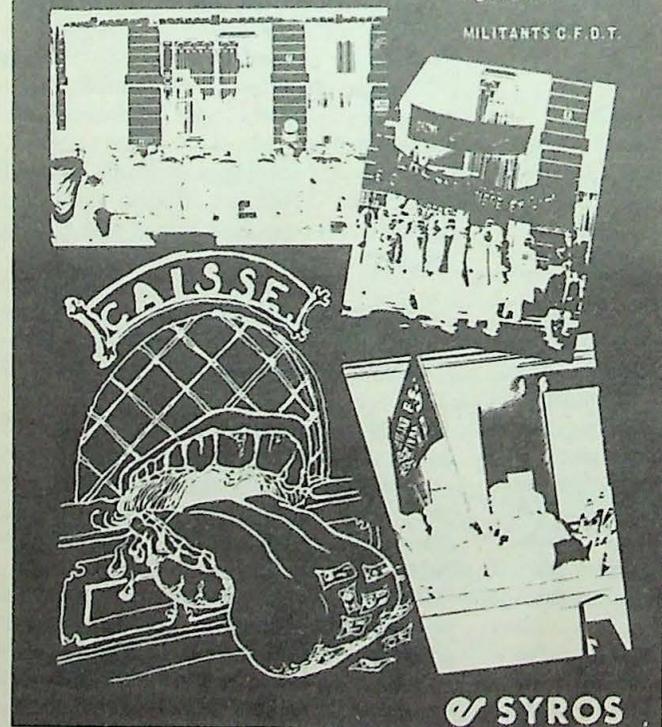
— les modalités d'action au sein des entreprises,

VIENT DE PARAÎTRE

LE « MAI » DES BANQUES

Réalisé par Jean-Pierre MOUSSY
Georges BEGOT
Alain DELANGRE
Antoinette LANGLOIS
Daniel MIGNOT
Regine VIDAL

MILITANTS C.F.D.T.



et n'oubliez pas...
« l'Etat-patron » par Philippe Brachet
Ed. Syros (30 F.)

LE PSU RÉPOND A VOS QUESTIONS



ANDRE BARJONET
MICHEL MOUSEL
CHARLES PIAGET

MUTUALITÉ
JEUDI 24 OCTOBRE

PARTICIPATION AUX FRAIS 5 F 20^h30 PSU, 9 RUE BORROMÉE PARIS 15

— les types de liaison entre les travailleurs des entreprises concernées,

— les moyens d'organiser les solidarités régionales, sectorielles ou nationales,

— l'ouverture d'un débat incluant les organisations syndicales et les groupements de consommateurs et d'usagers autour d'une remise en cause de la production (ex. automobile et transports en commun).

3) - d'organiser le contrôle des travailleurs sur les institutions chargées de gérer le chômage, comme l'Agence Nationale pour l'Emploi, et sur la formation permanente.

La lutte contre la dégradation du niveau de vie

L'inflation est le moyen le plus visible par lequel le capitalisme cherche à faire payer la crise aux travailleurs et aux familles populaires ; mais il utilise aussi d'autres armes, telles que la baisse de la quantité et de la qualité des produits ; et surtout il cherche à opposer producteurs et consommateurs, comme s'il ne s'agissait pas des mêmes, à un bout ou à un autre de la chaîne. Aussi est-il nécessaire :

1) - d'imposer des augmentations non hiérarchisées des salaires, afin d'assurer l'égalité dans le rattrapage du pouvoir d'achat ;

2) - d'intervenir, de l'extérieur comme de l'intérieur des entreprises, contre les manipulations de prix, de qualité ou de quantité des

produits (comités populaires contre la vie chère) ;

3) - d'organiser la solidarité dans l'action, notamment entre les travailleurs urbains, les paysans exploités par le capitalisme et les salariés de la distribution, par des actions concrètes telles que les « circuits courts » de produits alimentaires.

En outre, le P.S.U. souhaite que soit redonné vie à l'accord sur la vie chère de novembre 1973, afin que des actions puissent être entreprises à la base par les organisations politiques et syndicales.

Développer l'action de masse sur les problèmes les plus sensibles aujourd'hui

A la mise en scène gouvernementale, qui feint de résoudre des problèmes graves par l'octroi de petites améliorations, il faut opposer une puissante mobilisation de masse :

● Il est plus que jamais nécessaire de renforcer la solidarité active entre travailleurs français et immigrés et le soutien aux organisations et aux luttes des travailleurs immigrés, dans une période où le gouvernement français, après d'autres gouvernements européens, entreprend de « gérer » l'immigration comme une réserve de main-d'œuvre à adapter strictement aux besoins du capitalisme, et où il faut veiller à toute recrudescence d'attitudes racistes.

● Le P.S.U. rappelle son soutien à l'Appel des 100 et à la lutte des soldats pour l'obtention des

« droits démocratiques » à l'armée :

- fin des brimades,
- solde alignée sur le SMIC,
- incorporation dans la région d'habitation,
- plénitude des droits politiques et syndicaux (liberté d'expression, droit d'association, application du droit au travail dans l'armée, syndicalisation...).

Sa solidarité avec les signataires de l'Appel des 100, avec les manifestants du 19^e R.A. de Draguignan et du 22^e BCA de Nice, entre autres, s'engage à soutenir politiquement les soldats actuellement emprisonnés, dont certains viennent d'être inculpés.

C'est sur cette base politique qu'il a participé à la création de l'Association « Information pour les droits du Soldat » qui se donne pour but de défendre l'application et l'extension des droits démocratiques des jeunes face à la hiérarchie militaire.

Le P.S.U. appelle ses militants, ainsi que les groupes politiques qui soutiennent I.D.S. à former des Comités IDS locaux regroupant tous ceux — et en tout premier lieu les jeunes — qui luttent pour l'obtention des droits démocratiques au sein de l'armée.

Il appelle également toute la gauche à manifester ensemble son opposition à la répression qui frappe actuellement les soldats entrés en lutte contre l'institution militaire, et à organiser le soutien populaire à tous ceux qui luttent contre.

● Une nouvelle fois, une réforme scolaire est mise en chantier selon des procédures technocrati-

ques à peine camouflées par un semblant de concertation. Le P.S.U. appelle à une discussion publique de tous ceux qui sont concernés par les problèmes de l'école et de la formation, pour définir leurs besoins et leurs objectifs en ce domaine.

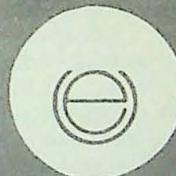
● La libéralisation de la législation sur la contraception ne doit pas faire oublier que les revendications du mouvement de masse portent aussi sur la liberté et la gratuité de l'avortement ; une action doit donc être développée également pour assurer le contrôle sur l'application de la nouvelle législation et son extension à l'avortement.

● De nombreuses déclarations et interventions gouvernementales indiqueraient que le pouvoir entend réviser une politique urbaine constamment soumise aux intérêts du grand capital. Il ne saurait être question de laisser une fois de plus notre cadre de vie entre les mains des technocrates et des intérêts privés. Plus que jamais, une action unie des habitants des quartiers est nécessaire pour imposer l'amélioration des conditions d'existence.

Dans tous les domaines, le P.S.U. compte prendre l'initiative.

Il demande à ses sections et ses fédérations de poursuivre le travail commun sur ces thèmes avec les forces du courant autogestionnaire, et notamment de prévoir des assemblées-débats ouvertes, qui permettraient de relier les tâches d'aujourd'hui à la perspective de l'autogestion socialiste ;

Il souhaite engager des discussions avec toutes les forces populaires, afin de permettre la mise en œuvre d'actions communes.



éditions
universitaires

Collection
'CITOYENS'

vient de paraître :

Denis Clerc

LA MONNAIE (25 F)

Hugues Puel

LES ECONOMISTES RADICAUX AUX U.S.A. (25 F)

RAPPEL :

GRAMSCI (29,95 F)

URBANISME ET REVOLUTION (19,95 F)

L'APPAREIL

D'ACTION CULTURELLE (39,95 F)

INITIATION AU MARXISME (19,95 F)

VOCABULAIRE

DE L'ECONOMIE (19,95 F)

Paris aux parisiens ?

Sans vouloir mettre sur le même plan l'autogestion dans les entreprises (qui a un contenu de classe évident) et l'autogestion municipale et régionale (qui a un contenu moins net) il faut tout de même reconnaître que les préoccupations dans les deux cas sont voisines et qu'il s'agit toujours pour l'individu, travailleur ou citoyen, de prendre en main le plus directement possible son propre destin. On peut s'étonner dès lors que pendant tant d'années la gauche française ait accepté si facilement le centralisme d'Etat, manipulé contre elle par la classe dirigeante, n'ait rien fait pour populariser l'idée d'une démocratisation de l'ahurissante structure autoritaire de l'administration départementale et ait, en particulier, accepté que Paris soit dans une large mesure une ville sans citoyens, gérée par l'Etat pour

Bien des facteurs sont responsables de cette carence, les tendances bureaucratiques au sein du mouvement ouvrier, l'idée qu'il suffit de prendre le pouvoir dans l'Etat, et aussi la tradition centraliste, héritée par les Jacobins de la monarchie capétienne, le souvenir, peut-être, du caractère regressif d'un certain régionalisme (fédéralisme Girondin,) voire même franchement réactionnaire (Vendée). Le mouvement de la Commune de 1871, à Paris et ailleurs en France, fut non seulement une révolte populaire contre la classe dirigeante, mais aussi le dernier grand sursaut de la volonté d'autonomie et, disons le mot, d'autogestion locale. Thiers et la bourgeoisie écrasèrent ce mouvement comme on le sait. Sur le plan de la structure départementale et locale, Versailles fit certaines concessions, renouvelées par la loi de 1884, mais Paris en fut toujours exclu, malgré les tentatives de Clemenceau, Charles Floquet, Sigismond Lacroix et bien d'autres. (1)

UNE OCCASION PERDUE. Conseiller de Paris pendant 12 ans, de 1959 à 1971, j'ai souvent constaté que la gauche des Assemblées parisiennes avait à peu près abandonné la défense des droits de Paris contre le pouvoir central qui était encore au début du siècle un thème de revendication pour les démocrates les plus modérés. Quant à moi, je me suis évertué, à peu près à chaque session, à montrer à quel point les décisions les plus réactionnaires prises à Paris étaient liées à la suprématie de l'Etat sur la politique urbaine et au poids des grands intérêts financiers, qui sous la V^e République s'identifient si complètement avec lui. Peut-être en ressasant

ai-je contribué à susciter quelques réflexions.

Le mouvement de mai 1968, avec son contenu antiétatique et antibureaucratique, aurait pu être l'occasion d'une prise de conscience et, en vérité, dans les milieux au pouvoir, beaucoup de gens craignaient qu'il n'en fut ainsi : il y eut un moment une véritable panique à l'Hôtel de Ville où l'on craignait que « l'émeute ne vienne installer un « Soviet ». En vérité, le mot d'ordre de l'autogestion communale aurait pu être entendu, non seulement à Paris, mais peut-être encore davantage en province, où bien des Conseils Municipaux ne cessent de se débattre contre l'emprise croissante de l'Etat et l'amenuisement progressif des libertés que leur a laissées la loi de 1884. Mais les mouvements révolutionnaires, et même le P.S.U., ne pensaient qu'à la « grande politique » et ces problèmes locaux ne les intéressaient guère. Une lettre que j'envoyai à mes collègues du Conseil de Paris pour leur demander d'utiliser le climat du moment pour prendre enfin un véritable pouvoir, ne reçut naturellement aucune réponse — mais ne suscita aucun encouragement, ni même la moindre réaction quand j'en envoyai la copie au siège de mon parti. Pourtant, quel extraordinaire moyen ce serait-là d'atteindre des milieux très larges, encore inconscients politiquement, mais que l'on pouvait faire évoluer à partir de là dans le sens du socialisme... En fait, en ce moment, dans ce domaine-là comme dans d'autres, ce sont les éléments les plus habiles des milieux giscardiens qui ont « senti le vent », se sont emparés de l'idée, et préparent une contrefaçon légale qui sera à la fois un alibi et un contre-feu.

LACHER DU LEST POUR GARDER LE POUVOIR. Rien n'est plus clair notamment en ce qui concerne Paris et la région parisienne. Le projet de Conseil régional pour la région parisienne qui sera déposé le 1er novembre par la Commission consultative « ad hoc » constitue une certaine amélioration sur l'esprit gaullo-pompidolien, puisque ce Conseil ne devrait en principe comprendre que des élus véritables à la proportionnelle, au second degré, désignés par les Conseillers municipaux et généraux et les parlementaires. Mais, grâce à la désignation à deux degrés, le Pouvoir va tout de même réussir à ce que la gauche, légèrement majoritaire en voix dans la région, soit nettement minoritaire au Conseil régional : ce qui la placera dans une situation identique à celle de la gauche du Conseil de Paris, assez forte, mais toujours minoritaire, et donc incapable de s'opposer aux combinaisons de la majorité

et des milieux financiers.

Pour le statut de Paris proprement dit, la volonté de truquage est encore plus nette. Sans doute, le Président du Conseil de Paris sera appelé « maire » : ce hochet suffira probablement à la satisfaction des élus et de la droite et du centre. Sans doute, il y aura une délégation permanente du Conseil pour débattre entre les sessions et préparer celles-ci, ce qui est une bonne chose et pourra éviter certaines manipulations.

A QUI SONT LES FONCTIONNAIRES ? Mais l'essentiel n'est pas là. L'essentiel réside dans la nature du pouvoir préfectoral, dans toute la France et spécialement à Paris, comme je l'ai montré dans mon livre. L'administration préfectorale est, comme son nom l'indique, aux ordres des Préfets qui sont aux ordres du gouvernement. Ses membres, dans tous les services, traduisent en termes techniques les intentions du pouvoir, lesquelles sont liées à la nature de celui-ci, au rapport de forces existants dans le pays, et, dans le cas particulier d'un régime aussi profondément pénétré par les milieux financiers que l'est le nôtre — ces intentions sont liées aux projets de ces milieux, aux avantages qu'ils pensent en tirer. C'est ainsi, par exemple, que les projets de rénovation urbaine traduisent, depuis bien des années, sous forme administrative les arrière-pensées et les appétits des grandes banques d'affaires et des firmes qui font partie de leurs « empires ».

Même des élus de la bourgeoisie peuvent être amenés à entrer en contradiction avec de tels projets dans la mesure où eux-mêmes ne sont pas directement au service de ces intérêts précis et où ils sont obligés de se préoccuper des réactions de leurs électeurs. Dans une municipalité normale, qui possède, s'il s'agit d'une ville tant soit peu importante ses propres services et ses propres techniciens, l'influence conjointe du gouvernement et des financiers sur l'administration préfectorale peut être contrebalancée par la technicité et l'indépendance de l'administration municipale elle-même. Ou s'il n'en est pas ainsi, la municipalité peut la changer, ou la population peut changer la municipalité. Au contraire, à Paris, le Conseil ne dispose d'aucune administration et d'aucun technicien. Les techniciens sont ceux du Préfet et de l'Etat qui leur fait dire ce qu'il veut. Et même la gauche est souvent impuissante.

C'est ainsi que l'administration nous démontra de façon péremptoire il y a quelques années qu'il était indispensable de créer aux

Halles un Centre de Commerce International, projet aberrant qui ne pouvait manquer de transformer le quartier en zone d'affaires, contrairement à la volonté de l'écrasante majorité du Conseil. Le Conseil s'inclina devant l'offensive technico-financière et nous ne fumes qu'une poignée à voter contre. Aujourd'hui, parce que M. Giscard d'Estaing en a (avec raison) décidé autrement, voilà le Centre de Commerce International abandonné et j'imagine que l'Administration va expliquer d'une manière convaincante, qu'il était inutile et néfaste...

Il en sera toujours ainsi si le Conseil n'est pas le maître de l'administration parisienne dans tous les domaines, payant ses propres fonctionnaires, régissant le cours de leur carrière, s'assurant, en un mot, de leur complète fidélité. Cela ne voudrait pas dire, loin de là, que l'on aurait réglé du même coup tous les problèmes, mis un terme aux abus et aux scandales, empêché les interventions occultes. Les exemples français et étrangers, concernant des municipalités de plein droit prouvent évidemment le contraire. Ce n'est pas un réarrangement administratif qui peut modifier la nature du capitalisme moderne et ses méthodes d'action. Mais on aurait tout de même fait beaucoup pour empêcher Paris d'être un cas extrême, un terrain de chasse providentiel pour la spéculation, et on pourrait aussi obtenir que certains problèmes soient réglés autrement que par les décisions abstraites de ministères trop lointains : ce qui pourtant continuera à se passer sans changement si les Préfets restent les maîtres des administrations parisiennes.

C'est bien pourquoi cette dévolution réelle à la Ville de Paris d'une administration permettant aux élus d'exercer un pouvoir véritable trouve contre elle la coalition du gouvernement, d'une haute administration habituée à un « statu quo » commode pour elle, et des intérêts qui profitent de la situation actuelle. C'est dire que la gauche entendant, comme le voudrait en particulier le parti communiste, ramener le Préfet au rôle de « représentant du gouvernement chargé d'assurer le contrôle a posteriori de la légalité des décisions » n'a pratiquement aucune chance de faire triompher son point de vue dans les conditions actuelles. Mais c'est précisément qu'une partie aussi importante ne peut pas se jouer seulement dans les commissions et les assemblées. Il faudrait d'abord y intéresser les citoyens, passionner au moins une minorité. On en est loin. Peut-être pourrait-on commencer ?

Claude Bourdet ■

(1) A qui appartient Paris p. C. Bourdet, Seuil 1974.